

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La Suisse: couronnée de succès grâce à la tradition

par René Roca*

«Unus pro omnibus, omnes pro uno» – ce dicton latin entourant le drapeau suisse orne la coupole fédérale à Berne. La devise – «Un pour tous, tous pour un» fait clairement référence aux racines coopératives et sociales de la Suisse – nation née de la volonté politique commune («Willensnation»). Les coopératives sous leurs formes diverses constituent, jusqu'à aujourd'hui, un fondement essentiel de l'Etat fédéral suisse. Dans la phase de création de la «Confédération» – le terme en est la preuve – le principe associatif était déjà connu et avait fait ses preuves.

Les bases anthropologiques

Le principe associatif est au fond un principe anthropologique, il est l'expression de la nature sociale de l'être humain. La coopérative fut et demeure soutenue par une communauté aux exigences éthiques élevées, dont la teneur des devoirs respectifs est porteuse d'une grande responsabilité en tant que détenteur d'une cause commune.

En ce sens, des formes coopératives de cohabitation ont probablement existé depuis les débuts de l'humanité – toutefois, les sources nous manquent souvent. Dans l'espace géographique de la Suisse, les coopératives sont répertoriées depuis le haut Moyen-Age. Elles étaient ancrées localement et décidaient de manière démocratique lors d'assemblées de toutes les questions qui se posaient: chaque participant avait une voix. Le but d'une coopérative était toujours – tant pour les membres que pour l'association elle-même – l'utilisation optimale d'une chose commune. Les travaux nécessaires étaient effectués en commun. Les droits et les devoirs étaient fixés dans des statuts et des recueils («Talbücher»). Les formes d'utilisation pouvaient être différentes – le but, cependant, devait toujours servir le «bien commun» ancré dans le droit naturel. La Suisse n'est pas une exception en ce qui concerne sa tradition du principe coopératif. L'économiste et lauréate du prix Nobel, *Elinor Ostrom*, souligne qu'il y avait et qu'il y a divers formes de coopératives dans le monde entier.

L'origine des coopératives en Suisse

En Suisse, les «Markgenossenschaften» (communautés de marche) appelé également

* René Roca, historien, conseiller communal (sans parti) et professeur de lycée. Il est fondateur et directeur de l'Institut de recherche sur la démocratie directe (www.fidd.ch).

«Allmende» (biens communaux) jouèrent un rôle essentiel dans la conception et le développement général du principe associatif. Les «Allmende» étaient des surfaces réservées à des fins économiques et collectives. Elles devaient être accessibles à tous comme pâturages, forêts ou surfaces non-cultivées. Depuis le début du Moyen-Age, la noblesse européenne essaya de dicter ou du moins d'influencer le droit de biens communaux. Dans de nombreux endroits, et également dans les régions de la Suisse actuelle, le principe associatif put se maintenir. En raison de la variété des conditions locales suisses, de formes nombreuses et diverses de coopératives se formèrent jusqu'au XVIII^e siècle.

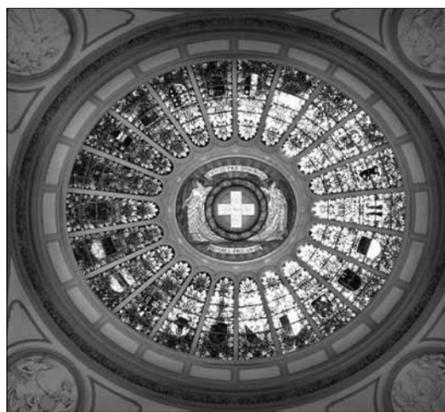
Vers la fin du Moyen-Age et au début de l'époque moderne, les coopératives de villages et de vallées réglèrent encore, outre leurs domaines traditionnels, d'autres tâches du travail commun: la remise en état des sentiers et des passerelles, les constructions hydrauliques pour l'approvisionnement en eau, la construction de bâtiments religieux ou même l'assistance sociale pour les nécessiteux. Ainsi, les coopératives de villages et de vallées se développèrent lentement en communautés de villages et de vallées. Non sans raison, nous disons aujourd'hui que l'Etat suisse se construit de bas en haut.

Les Confédérés devinrent donc bourgeois de leurs villages et ce qu'étaient les coopératives de villages devint des communes villageoises, des bourgeoisies existant encore aujourd'hui dans de nombreux cantons. Dès la fin du XVIII^e siècle, les biens communaux furent de plus en plus divisés. Certains terrains furent loués ou devinrent des propriétés privées, d'autres furent revendiqués par les communes, ou des corporations de droit privé se créèrent dont certaines existent encore aujourd'hui.

Le mouvement coopératif au XIX^e siècle

A partir de la tradition des biens communaux (Allmende) et des diverses formes de coopératives, un large mouvement coopératif se développa au cours du XIX^e siècle en Suisse simultanément à l'industrialisation croissante.

Ce mouvement – en Suisse comme en Europe – se fit sentir dans de nouveaux domaines, également industriels. Outre les coopératives agricoles existantes, des coopératives de production se formèrent. L'idée de la coopérative de production vint principale-



La coupole fédérale avec les armoiries des cantons. (photo Peter Mosimann, www.parlament.ch)

ment des milieux socialistes de la première heure et de la réforme sociale. On cherchait une réponse à la question sociale et une alternative au capitalisme. Les coopératives de consommation et les constructions coopératives de logements acquirent dans ce contexte également une grande importance pour l'économie nationale.

A l'époque de la révolution industrielle, il y eut en Suisse des caisses d'épargne et de crédit dès le premier quart du XIX^e siècle. Les travailleurs à domicile et en usine, en ville et à la campagne, voulurent placer leurs économies, notamment pour assurer leurs vieux jours. Comme beaucoup de caisses d'épargne et de crédit firent passer leur intérêt personnel avant l'intérêt général en faisant des affaires à risques, elles perdirent de leur importance dès 1860. Une alternative sensée fut la création de banques cantonales et de nombreuses banques coopératives locales, entre autres les *caisses Raiffeisen*. Grâce à leurs fonds propres assez importants, elles bénéficièrent d'une marge de manœuvre plus grande pour octroyer des crédits et gagnèrent en tant que coopératives la confiance de nombreux citoyens.

Le mouvement coopératif du XIX^e siècle renforça les racines coopératives en Suisse. De cette façon, des liens furent établis entre les forces politiques conservatrices et les représentants des idées socialistes de la première heure. Comme pour le développement de la démocratie directe on réussit ainsi – partant du niveau communal, en passant par les cantons et jusqu'au niveau fédéral – à créer des mouvements citoyens et populaires

qui mirent en pratique le principe coopératif tous partis confondus.

Capital social et troisième voie – les coopératives au XX^e siècle

Au début du XX^e siècle, de nouvelles coopérations furent créées dans le secteur des services, par exemple, dans la branche de l'électricité. La *Migros* fondée en 1925 reposait sur une idée entrepreneuriale de *Gottlieb Duttweiler*. En 1941, la *Migros* fut transformée en une coopérative. Cela devait permettre de sauvegarder les intérêts des consommateurs et d'axer les pratiques commerciales sur le «capital social». L'idée du capital social reposait chez Duttweiler sur le principe coopératif: le capital doit être au service de la communauté et promouvoir la solidarité au sein de la société et promouvoir la démocratie directe.

Le principe coopératif eut de nombreux adeptes pas seulement en tant que concept économique. Certaines personnalités tentèrent d'appliquer ce principe dans le domaine politique sous forme d'une «troisième voie» – au-delà du capitalisme et du communisme. Donc, le mouvement ouvrier suisse reprit le dit «modèle des trois piliers» comprenant «parti, syndicats et coopératives». Les syndicats soutinrent entre autres la création de coopératives de production et le Parti socialiste suisse intégra dès le début la promotion des coopératives dans son programme.

Qu'en est-il aujourd'hui?

En étudiant l'histoire et la culture suisses, on prend conscience de la richesse de la vie coopérative. Ce serait certainement de grande utilité, pour trouver des réponses sensées aux questions actuelles, d'étudier dans les domaines de la recherche et de l'enseignement les trois «éléments» du principe coopératif: l'entraide, l'auto-gestion et l'auto-responsabilité. Les petites et moyennes coopératives doivent obtenir des soutiens concrets; leur création ne doit pas être entravée par des obstacles bureaucratiques et juridiques. Les grandes «coopératives» actuelles devraient à nouveau se concentrer sur le principe coopératif traditionnel et promouvoir la participation de ses membres au lieu de continuer à les réduire.

• Première publication en allemand dans *Raiffeisen-Panorama*, n° 2/2016

(Traduction *Horizons et débats*)

L'agriculture et la démocratie directe (partie 2)

Mauvaise surprise lors de la Première Guerre mondiale

par Werner Wüthrich, docteur ès sciences politiques

La première partie de cet article intitulée «Des débuts jusqu'à la Première Guerre mondiale» est parue dans «Horizons et débats» n° 13 du 14 juin 2016. Un bref résumé en guise de préambule: avant la Première Guerre mondiale, il n'y avait pas encore de véritable politique agricole. Il n'y eut que des votations sur le régime douanier, englobant aussi les marchandises agricoles, pour renforcer la protection aux frontières. La Suisse était très engagée dans le commerce mondial. On exportait et importait de grandes quantités de marchandises. Notamment les céréales étaient majoritairement importées, sans que cela soit sérieusement remis en question.

Nombreux étaient ceux qui s'attendaient à ce que la Première Guerre mondiale, déclenchée pour de fausses raisons, soit terminée après quelques mois. Cela ne fut pas le cas. La

guerre traîna en longueur et la situation alimentaire s'aggrava. Il fut de plus en plus difficile d'importer les produits alimentaires les plus urgents, notamment les céréales. A l'intérieur du pays, la situation n'était pas facile à redresser étant donnée le manque d'outils agricoles et le fait que beaucoup de paysans n'étaient plus familiers avec la culture des céréales. En outre, la vie à la ferme était devenue difficile, car les pères et les fils étaient enrôlés comme soldats de milice (avec leurs chevaux), pour de longues périodes à la frontière et les allocations pour perte de gain n'étaient pas encore réglées.

En 1917, la situation s'aggrava encore. La situation alimentaire devint critique, et il y a eu des situations de famine. C'est seulement alors que la Confédération introduisit le rationnement alimentaire et établit un monopole d'Etat d'importation de céréales. Elle

organisa l'importation et la distribution du peu de céréales qu'elle put encore se procurer à l'étranger – aussi pour empêcher que des «profiteurs de guerre» tirent avantage de la situation critique et fassent de bonnes affaires avec les produits alimentaires devenus rares. Seule la culture de la pomme de terre était suffisante. Le prix de certaines denrées alimentaires doubla, ce qui toucha sérieusement avant tout les ouvriers. Le prix du lait, par exemple, augmenta de 21 à 38 centimes. – Tout ceci constituait l'ensemble des raisons menant à la grève générale de 1918, la plus grande crise étatique de l'histoire de l'Etat fédéral.

L'initiative populaire «des douanes» de 1923

Après la guerre la situation ne s'améliora que lentement. Pratiquement tous les pays continuèrent leur politique protectionniste d'avant-

guerre. Même la Suisse, qui pratiqua durant le XIX^e siècle une politique clairement «libre-échangiste», n'avait pas d'autre choix. Le Conseil fédéral décréta un nouveau tarif douanier renforcé par procédure d'urgence, c'est-à-dire sans participation du Parlement et sans droit au référendum, en justifiant cela par la situation alimentaire précaire. La population, cependant, n'accepta pas ce procédé. Puisque le référendum n'était pas possible contre des arrêts de droit d'urgence, une large coalition de démocrates sociaux, de syndicalistes (émanant majoritairement de l'industrie d'exportation d'orientation libre-échangiste) et de membres des coopératives de consommation lancèrent l'initiative populaire «des douanes» dans le but de supprimer à nouveau les tarifs douaniers. *L'Union suisse des paysans* et les

«L'agriculture et la démocratie directe» suite de la page 1

cercles artisanaux se mobilisèrent également pour défendre les nouveaux tarifs douaniers du Parlement. La votation eut lieu le 15 avril 1923. Le peuple et presque tous les cantons rejetèrent cette initiative populaire et s'exprimèrent avec plus de 70% des voix en faveur du maintien des mesures de sauvegarde.

Comment continuer l'approvisionnement en céréales?

Alors qu'après la Première Guerre mondiale l'économie et la plupart des secteurs agricoles retournèrent progressivement à l'économie de marché, tel ne fut pas le cas pour la culture des céréales. La population avait compris l'importance de la sécurité alimentaire. A la fin de la guerre, la Confédération tint à garder le monopole d'importation pour les céréales et l'approvisionnement en farine panifiable resta du ressort de la Confédération. Dans les fermes cela se passait de la manière suivante: les gerbes de blés récoltées furent la plupart du temps battues en hiver dans les aires de battage. Les grains de blé étaient mis dans des sacs de l'Administration fédérale des blés avant d'être transportés dans les gares. Puis, des fonctionnaires de l'Administration fédérale des blés venaient payer l'argent du blé, le plus souvent dans le restaurant du village. Cette politique fut rapidement couronnée de succès. Le taux d'autosuffisance en céréales augmenta de 16 à 30%, ce qui était toutefois encore trop bas. Cela fut le début d'une politique agricole active et planificatrice de la Confédération, comme nous la connaissons en partie encore aujourd'hui. Et ce fut également le début d'une politique agricole que le peuple souverain, suite à de nombreuses votations populaires, put directement influencer – jusqu'à nos jours.

Entre 1926 et 1929, il y eut trois votations populaires décisives, suite auxquelles le cadre et les points centraux de la politique agricole future étaient déjà perceptibles: pour assurer l'alimentation du peuple, le Conseil fédéral, le Parlement et l'Union suisse des paysans voulurent transposer le monopole de blés du temps de guerre en temps normal. Ils élaborèrent donc un projet constitutionnel dont voici le texte:

«1 La Confédération prend des mesures pour approvisionner le pays en blé et encourager la culture des céréales.

2 La loi peut attribuer à la Confédération le droit exclusif d'importer du blé et des produits de la mouture de blé, sauf à observer les principes énoncés ci-après:

a. L'exécution de cette tâche sera confiée à une coopérative d'utilité publique soumise au contrôle de la Confédération. En feront partie la Confédération ainsi que des groupements économiques privés. Les cantons pourront y participer.

b. Le prix d'achat du blé indigène sera fixé de façon à en permettre la culture.

c. Les prix de ventes seront fixés aussi bas que possible, mais de façon à couvrir le prix d'achat du blé étranger et du blé du pays, les intérêts des capitaux engagés et les frais. Aucun bénéfice ne sera réalisé, si ce n'est pour constituer des réserves destinées à stabiliser les prix. Des mesures tendant à égaliser les prix de la farine seront prises en faveur des contrées de montagne.

3 La loi règlera l'application de ces principes.»

Le 5 décembre 1926 eut lieu le refus du peuple le plus serré de l'histoire de l'Etat fédéral: 366 507 oui contre 372 049 non. 14 cantons confirmèrent cette opposition au texte proposé. Le taux de participation était de 72,7%, ce qui est un score très élevé pour la Suisse.

Le «pain quotidien», sujet d'une initiative populaire et d'un contre-projet

Tout le monde était d'accord que l'Etat devait prendre en main la gestion de l'approvisionnement en céréales. Mais est-ce vraiment nécessaire d'avoir un monopole en temps de paix? Les adversaires y voyaient un danger pour l'ordre économique libéral. Ils étaient d'accord avec une politique agricole active – mais pas avec «autant d'Etat». Les adversaires qui avaient gagné la dernière votation, lancèrent aussitôt une initiative populaire,

dans laquelle leurs idées se manifestèrent clairement. Le texte ne différait que peu du projet parlementaire cité ci-dessus, mais il contenait un engagement en faveur de l'économie du marché. Ainsi, le texte de l'initiative contenait la phrase suivante:

«[...] Toutefois, elle ne pourra attribuer ni à la Confédération, ni à un organisme privé le droit exclusif d'importer du blé (monopole), les nécessités du temps de guerre demeurant réservées.»

Le Conseil fédéral et le Parlement acceptèrent le défi et réagirent avec un contre-projet. Celui-ci attribuait à la Confédération la régie dans le domaine de l'approvisionnement en céréales pas à l'aide d'un monopole, mais par des directives et des devoirs clairs: la Confédération devait régler l'importation des céréales et établir les règles concernant le stockage. Il encourage également la culture de céréales panifiables et garantit le maintien de la meunerie. En outre, il garantit aux paysans l'achat de leurs céréales à un prix fixe – notamment aussi dans les régions de montagnes. L'économie de marché n'y était guère comprise. Le mot «monopole», ayant dérangé de nombreux citoyens lors de la votation précédente, n'apparaissait plus qu'en rapport avec l'importation de farine pour les boulangeries. Le texte de ce contre-projet était le suivant:

«Art. 23 bis:

La Confédération entretient les réserves de blé nécessaires pour assurer l'approvisionnement du pays. Elle peut obliger les meuniers à emmagasiner du blé et à faire l'acquisition du blé de réserve pour en faciliter le renouvellement.

La Confédération encourage la culture du blé dans le pays, elle favorise la sélection et l'acquisition de semences indigènes de qualité et accorde, en tenant particulièrement compte des régions de montagne, une aide au producteur cultivant le blé pour ses propres besoins. Elle achète le blé indigène de bonne qualité, propre à la mouture à un prix qui en permet la culture. Les meuniers peuvent être tenus de racheter ce blé sur la base de sa valeur marchande.

La Confédération assure le maintien de la meunerie nationale; elle sauvegarde également les intérêts des consommateurs de farine et de pain. Elle surveille, dans les limites de ses attributions, le commerce et les prix du blé, de la farine panifiable et du pain. La Confédération prend les mesures nécessaires pour régler l'importation de la farine panifiable; elle peut se réserver le droit exclusif d'importer ce produit. [...]»

La votation du 3 mars 1929 montre la direction à prendre dans la politique agricole

Avec 67,3%, le taux de participation était à nouveau très élevé. Le résultat était clair et évident – comme rarement. L'initiative populaire (qui voulait explicitement interdire tout monopole) n'obtint que 2,7% des voix et ne fut adopté dans aucun canton. Le contre-projet fut adopté par 66,8% des voix et par presque tous les cantons. Ce résultat montre la confiance de la population dans les autorités et sa compréhension pour la prévoyance étatique dans le domaine alimentaire. Cela illustra un aspect qu'on put observer encore souvent au cours des décennies suivantes. L'initiative populaire et son contre-projet avaient joué ensemble d'une manière fructueuse. Nous constatons aujourd'hui, que la démocratie directe mène très souvent à des propositions législatives et des décisions populaires très nuancées.

Ce 3 mars 1929, on traça les grandes lignes en vue de la politique agricole des prochaines décennies. La devise était «Non à l'économie d'Etat», mais néanmoins des exigences et des tâches claires confiées à la Confédération pour le maintien d'une agriculture efficace et la garantie de la sécurité alimentaire. Il n'en reste pas moins que dans les débats, la question «marché ou Etat» resta jusqu'à nos jours un point de divergence.

Après la Seconde Guerre mondiale, on vota à plusieurs reprises le maintien du régime du blé, ce qui fut, sur le fond, presque toujours accepté par le peuple. Ce n'est qu'en 1956 que les électeurs refusèrent – comme en 1926 – le renouvellement du régime du blé, pour lequel le Parlement voulait ériger un monopole également en temps de paix. Plus récemment, on réduisit les tâches étatiques et les directives furent peu à peu assou-

plies. En 1998, il y eut une nouvelle votation. Il s'agissait de supprimer d'ici à 2003, après une période de transition, les derniers restes du régime du blé de 1929. Une «réglementation surannée», titraient les médias.

Aujourd'hui, nous autres Suisses vivons dans l'abondance. Le choix des produits sur les étalages des boulangeries nous ravissent. Quiconque se penche sur le développement historique de la Suisse moderne est étonné de l'importance qu'accordaient les générations précédentes au «pain quotidien». Parmi les 20% des électeurs qui s'opposèrent en 1998 à la suppression du régime du blé de la Constitution, il est très probable que certains d'entre eux avaient personnellement vécu la situation d'un Conseil fédéral prescrivant aux boulangers de stocker le pain frais et de ne le vendre que deux ou trois jours plus tard (pour en réduire la consommation). Ils appartenaient encore à la génération qui savait pourquoi la Confédération prélevait une redevance sur la farine fleur pour ainsi réduire le prix du pain bis. Pour cette génération, la phrase du Notre Père «Donne-nous aujourd'hui notre pain de ce jour» avait encore une toute autre importance qu'aujourd'hui.

Actuellement, il faut se demander si la suppression massive de la prévoyance économique – pas seulement concernant le blé – était vraiment raisonnable. Aujourd'hui, on subventionne la culture du blé et la meunerie à travers la politique agricole générale avec une protection douanière minime à la frontière. Le monde avant la Première Guerre mondiale était pourtant tout aussi global qu'aujourd'hui. On pouvait se procurer tout produit existant au monde. Mais ce n'était, nous le savons bien, pas de longue durée.

Pour ce qui suit, revenons en 1929, quand le fameux Vendredi Noir, le krach boursier de Wallstreet entraîna une dépression économique de dimension globale aboutissant à la Seconde Guerre mondiale.

Situation générale de l'économie suisse dans les années 1930

Au cours de ces années, ce furent avant tout les Etats-Unis qui accentuèrent leur politique de protection douanière. En 1930, ils élevèrent massivement les droits de douane pour 20 000 produits d'importation à l'aide du *Smoot-Hawley Act*. Les importateurs américains durent, par exemple, déboursier 60% de droits douaniers sur la valeur des montres suisses. Aujourd'hui, tous les historiens économiques s'accordent sur le fait que l'érection de tels murs douaniers (synonymes d'une interdiction d'importation) n'a pas aidé les Etats-Unis à maîtriser la grave crise économique des années 30. Cela a cependant eu de sérieuses conséquences sur l'économie mondiale. La quote-part du commerce extérieur de la Suisse, atteignant au début du siècle à 61%, s'effondra lors de la Première Guerre mondiale et plus massivement encore dans les années suivantes. Certains domaines industriels, telle la fameuse industrie de broderies, disparurent presque totalement. Le tourisme ayant connu son âge d'or avant la Première Guerre mondiale, et l'ayant à nouveau récupéré par la suite, n'était plus que l'ombre de lui-même, et ne connut un nouvel essor qu'après la Seconde Guerre mondiale. L'industrie horlogère, bien ancrée en Suisse, n'était plus capable d'exporter à cause des droits douaniers américains, car c'était son marché principal. Certaines entreprises réfléchirent à comment transférer leur production aux Etats-Unis, donc derrière les «murs douaniers» bloquant presque entièrement les exportations suisses. Le Conseil fédéral coupa court à de tels projets en recourant au droit d'urgence. Il s'avéra à l'époque déjà que les Etats-Unis étaient capables d'exercer une pression politique massive sur la Suisse. En 1936, la Suisse réussit à conclure un accord commercial avec les Etats-Unis qui améliora un peu la situation. Quant au droit douanier sur les montres suisses, il ne fut supprimé que 30 ans plus tard, dans le cadre de l'AGETAC (*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*). – La population suisse se rendit de plus en plus compte à quel point le pays était vulnérable face aux crises globales.

La politique agricole pendant la crise

Pendant la grande crise économique des années 30, la Confédération eut recours à de nombreuses mesures dans le domaine agricole qu'il mit en vigueur à l'aide du droit d'urgence. En faisaient partie des mesures de sauve-

garde à la frontière, en partie des prix fixes et des contingents. Il est frappant de voir qu'à l'époque déjà, les paysans produisaient parfois trop de lait. De ce fait, le prix baissait et entraînait une diminution du revenu des producteurs. Là aussi, la Confédération intervint à l'aide du droit d'urgence. Les mesures prises étaient, dans la plupart des cas, des instruments réutilisés dans les décennies suivant la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 30, elles enfreignaient la liberté de commerce et d'industrie ce qui accentua la nécessité de créer une base constitutionnelle fiable. Ce ne fut pourtant qu'après la Seconde Guerre mondiale, en 1947, que la protection de l'agriculture trouva son entrée dans la Constitution fédérale par la remarquable phrase suivante:

«Lorsque l'intérêt général le justifie, la Confédération a le droit, en dérogeant, s'il le faut, au principe de la liberté du commerce et de l'industrie, d'édicter des dispositions [...] en faveur du maintien d'une paysannerie saine, d'une agriculture performante et de la stabilisation des propriétés foncières paysannes.»

Seconde Guerre mondiale: le plan Wahlen

Quand la Seconde Guerre mondiale éclata, le gouvernement suisse voulut faire mieux que lors de la guerre de 14–18. On voulut mieux préparer et organiser l'approvisionnement en denrées alimentaires. En 1939 déjà, on prit les mesures nécessaires pour promouvoir l'agriculture. En 1940, quand l'Allemagne hitlérienne attaqua la France et la contraignit à la capitulation, la Suisse se retrouva encerclée par les puissances ennemies de l'Axe et elle risquait d'être elle-même attaquée. Il était difficile d'importer des marchandises. A cette époque, *Friedrich Traugott Wahlen*, professeur en agronomie à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, tint une conférence au cours de laquelle il présenta au public son plan de la «bataille des champs». Il partait de l'idée que les paysans pourraient nourrir, avec un hectare de terre arable, jusqu'à dix fois plus de personnes qu'avec un hectare de prairies pour y produire du lait et de la viande. C'est pourquoi, il fallait augmenter massivement la production agricole aux dépens de l'élevage bovin. Ce revirement d'envergure proposé par Wahlen ne plut de loin pas à tout le monde, en particuliers aux paysans habitués à la production laitière. Son discours se termina sur la question suivante: «Voulons-nous perdre, pour un morceau de pain, notre liberté et notre indépendance?» Ce discours devint pour la Suisse le programme et la perspective de pouvoir survivre, en cas d'urgence, sans l'importation de produits alimentaires. Les paysans suisses acceptèrent en fin de compte ces bouleversements, ce qui leur apporta beaucoup de sympathie et de bienveillance et les aida dans plusieurs votations de l'après-guerre – jusqu'à nos jours. En guise de soutien pour les paysans, on instaura le «service agricole», dans les fermes pour les élèves et les étudiants. L'armée suisse de milice prit en considération, dans les limites du possible, les énormes tâches imposées à la population rurale restée dans les fermes au cours de la guerre. Les communes et les entreprises industrielles cultivèrent les prairies jadis négligées, de même que les parcs publics, pour contribuer à l'approvisionnement alimentaire.

Après peu de temps déjà, on constata des résultats impressionnants: la production de blé doubla comparé à celle de 1939 et on récolta trois fois plus de pommes de terre. La production de légumes fut quadruplée – de sorte que l'approvisionnement alimentaire fut nettement meilleur que lors de la Première Guerre mondiale.

La troisième partie de cette série d'articles illustrera la politique agricole de l'Après-guerre, période marquée – à nouveau et personne ne s'en étonnera – par de nombreuses votations populaires. Ce sera passionnant. •

Bibliographie

Popp, Hans. *Das Jahrhundert der Agrarrevolution*, Berne 2000

Kötz, Alfred. *Neuere schweizerische Verfassungsgeschichte (mit Quellenbuch)*, Berne 2004

Linder, W. Bolliger, C. Rielle, Y. *Handbuch der eidgenössischen Volksabstimmungen 1848–2007*, 2010

Hofer, Bruno. *Volksinitiativen der Schweiz*, 2012

Rhinow, René. Schmid, Gerhard. Biaggini, Giovanni. Uhlmann, Felix. *Öffentliches Wirtschaftsrecht*, Bâle 2011

Halbeisen, Patrick. Müller, Margrit. Veyrassat, Béatrice. *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Bâle 2012

«Nous nous approchons, à mon avis, d'une catastrophe mondiale»

Interview de Willy Wimmer accordée à world-economy.eu



Willy Wimmer
(photo uk)

World Economy: Que se passe-t-il actuellement? Est-ce une affaire mondiale – la Turquie, la tentative de coup d'Etat, les réfugiés? Qui en porte la responsabilité, qui a planifié cela, s'agit-il d'événements isolés, ou bien l'ensemble va-t-il se terminer dans une catastrophe mondiale?

Willy Wimmer: A mon avis, nous nous approchons d'une catastrophe mondiale dont tous les ingrédients favorables ont été mis en place il y a bien des années. Et cela est lié à l'entière transformation du caractère de l'OTAN – contre la volonté des populations et des Etats y ayant adhéré il y a belle lurette. A l'époque, l'OTAN était une organisation de défense, mais au cours des 25–26 dernières années, on l'a transformée en un instrument d'agression. Il est intéressant de constater que les Parlements des Etats membres n'ont jamais validé une telle transformation contractuelle. Toutefois, il ne s'agit pas en réalité d'une situation contractuelle, car nous avons, au cours des 25–26 dernières années, tout mis en œuvre pour incendier le monde – actuellement, nous nous trouvons aux abords des frontières de la Fédération de Russie avec un OTAN, transformée en machine de guerre.

Tous ces éléments nous informent sur la réalité des faits. Et, bien sûr, la Turquie joue, dans tout cela, un rôle important du fait qu'elle se trouve également dans la région entre l'Afghanistan et le Mali – ce pays que les Etats-Unis, le Royaume Uni et la France – avec notre aide – réduisent en cendres. Donc, à mon avis, il s'agit d'un aspect de cette politique mondiale que nous devons affronter et dont on ne sait comment cela se terminera.

La Turquie est membre de l'OTAN. Comment cela va-t-il se développer? Se pourrait-il que du fait de ce coup d'Etat, la Turquie quitte l'Alliance?

Nous devons prendre en compte qu'au cours de ces dernières années la politique turque a souvent changé de direction. En politique intérieure, tout indique que le pays veut se défaire du modèle de la République turque selon Atatürk. C'est en relation avec la politique de l'actuel président Erdogan et l'islamisation du pays. Voilà un aspect, mais par ailleurs la République turque a transformé ses relations avec Israël et depuis les signaux du monde international envers le président Erdogan sont de plus en plus négatifs.

En outre, la République turque s'en est prise, avec Israël et d'autres pays, à la Syrie, en renforçant la tragédie au sein de ce pays – nous devons constater cela objectivement. Finalement, la République turque a commis – du point de vue de l'OTAN – une erreur stratégique en s'efforçant de normaliser ses relations avec la Fédération de Russie. Cela est parfaitement compréhensible pour les Européens, mais inacceptable pour l'Etats-Unis. C'est pourquoi nous sommes confrontés à la situation actuelle.

Ces derniers jours, deux réfugiés syriens ont commis des attentats en Allemagne. S'agit-il d'une paralysie du gouvernement allemand ou faut-il se faire à l'idée qu'il n'est plus possible de vivre en sécurité?

C'est bien l'impression qu'on veut donner par ces attentats. Il faut regarder l'ensemble. Après 1990, nous avons volontairement renoncé à l'opportunité de développer la paix dans le monde – y compris en Afghanistan et au Mali et dans toute cette région. Nous sommes passés à côté, alors même que les opportunités n'ont pas manqué. Actuellement, nous avons donc une situation sécuritaire définie par le fait que, l'année passée, notre gouvernement fédéral a non seulement

Willy Wimmer: Un avion Awacs de l'OTAN impliqué dans la destruction d'un avion militaire russe au-dessus de la Syrie

km. Il semblerait que la destruction de l'avion militaire russe près de la frontière turco-syrienne en novembre 2015 ne relevait pas des décisions du gouvernement turc et du président Erdogan, mais de certains milieux de l'armée de l'air, qui furent par la suite mêlés à la récente tentative de coup d'Etat en Turquie. Tels sont les propos de Willy Wimmer, ancien secrétaire d'Etat du ministère allemand de la Défense, énoncés le 29 juillet dans une interview à l'agence de presse russe sputniknews (<http://de.sputniknews.com/politik/2016729/311815695/nato-abschuss-russischer-kampffjet.html>). Ils auraient été soutenus par un avion de reconnaissance de l'OTAN: «Selon mes informations, un avion Awacs américain et un Awacs saoudien y ont participé. Un tel avion militaire russe ne se laisse pas abattre si facilement. L'attaquant doit être dirigé et cela ne peut se faire que par un Awacs.»

Wimmer a tenu à souligner qu'il ne s'agissait pas d'un accident, que c'était un acte illégal. «Ce qui s'est passé était totalement en violation des règlements internationaux. On a abattu l'avion russe parce

qu'on en avait réellement l'intention.» Wimmer présume que la raison de cette attaque était de perturber les bonnes relations turco-russes.

En réponse à une question concernant les dessous de la tentative de coup d'Etat en Turquie, Wimmer a déclaré: «Quand je m'entretiens sur ce point avec mes amis turcs, ils ne comprennent pas – en considérant tous les coups d'Etat perpétrés en Turquie depuis 1945 – pourquoi nous nous demandons encore qui sont les instigateurs. En prenant en compte la politique des dernières années, on réalise que les Etats-Unis font depuis belle lurette tout leur possible pour nuire économiquement et politiquement à la Fédération de Russie. Lorsqu'un pays aussi important que la Turquie se désolidarise en suivant ses propres intérêts envers la Russie, les Etats-Unis sont obligés d'agir. A mon avis, il est clair que certains soutiens américains dans l'armée turque étaient impliqués. Il est donc logique de tenter un coup d'Etat en Turquie pour que la politique de Washington face à la Russie ne soit pas compromise.»

ignoré mais annulé les lois destinées à protéger la population et le territoire allemands.

Nous avons sur notre territoire des centaines de milliers de personnes, dont nous ne connaissons pas l'identité. Tout ceci peut être synthétisé en un point: souvenons-nous du serment de la Chancellerie fédérale, lui imposant de contribuer au bien-être de la population allemande, mais n'évoquant nullement le droit d'augmenter les risques sécuritaires pour les personnes vivant en Allemagne. Cela éclaire la situation dans laquelle nous nous trouvons, et elle ne laisse présager rien de bon pour l'avenir.

Si vous étiez à nouveau secrétaire d'Etat au ministère de la Défense, qu'entreprendriez-vous pour calmer la situation en Allemagne?

Je dois vous avouer franchement que je ne pourrais pas concilier avec ma conscience le fait d'être membre de ce gouvernement.

Monsieur Wimmer, nous vous remercions pour cette interview.

Source: www.world-economy.eu/pro-contra/details/article/naehern-wir-uns-einer-globalen-katastrophe/du-26/7/16

(Traduction Horizons et débats)

Oui, l'amplification des forces de paix est possible!

par Karl Müller

Willy Wimmer déclare: «A mon avis, nous nous approchons, d'une catastrophe mondiale ...» Personne n'aime entendre de tels messages. Mais, on ne peut les nier. Que faire? Et pour ses concitoyens, c'est une réalité: l'Allemagne contribue à préparer une telle catastrophe. Sans s'en remettre au peuple ... mais avec des conséquences désastreuses pour tous les Allemands ... et pour le monde entier.

Cela est démontré par le «Livre blanc 2016. Au sujet de la politique de sécurité et l'avenir de la Bundeswehr» présenté publiquement le 13 juillet. Ce document de 140 pages (édition en ligne), présenté par le gouvernement allemand, contient les réflexions stratégiques pour les années à venir. Pour la première fois, dans un document autorisé par le gouvernement dans son ensemble, on trouve l'exigence de devenir une puissance dirigeante au niveau mondial. Cette exigence a été préparée de longue date.

Le gouvernement allemand veut réarmer le pays et la doctrine gouvernementale consiste à voir en la «Russie, l'ennemi numéro un». Il s'agit de passer outre le devoir de paix et la limitation à la défense du pays, tels qu'ils sont formulés dans la Loi fondamentale. L'Allemagne doit pouvoir intervenir militairement dans le monde entier, avec ... ou sans mandat de l'ONU. Il faut défendre les «intérêts allemands», notamment ceux touchant l'économie (une analyse complète suivra).

Le gouvernement russe a réagi promptement. Les accusations tenues dans cette conception stratégique n'ont rien à voir avec la réalité de la politique russe. Toutefois, ce nouvel «activisme anti russe de la part de Berlin» ne manquera pas d'avoir des répercussions sur les relations des deux pays. C'est une formule diplomatique, mais montre sans équivoque où nous en sommes actuellement. La politique allemande a, pour sa part, mis le cap sur sa volonté de mener une politique dans le monde sans plus se soucier du

«Il ne peut y avoir un ordre juridique international accepté par tous que dans la mesure où les gouvernements de tous les pays sont prêts à se montrer conciliants, à abandonner la politique d'affrontement et à chercher une voie de coopération. Toutefois, les gouvernements ne s'y plieront que dans la mesure où l'exigence des peuples ira en s'amplifiant.»

principe de partenariat d'égalité de tous les Etats de ce monde et sans plus s'engager uniquement pour de solutions négociées – cela malgré les tentatives de modération de politiciens allemands. Si même l'ancienne cheffe de la diplomatie suisse, Micheline Calmy-Rey, déclare que l'Allemagne est en train «de devenir la puissance hégémonique [au sein de l'UE]» («Neue Zürcher Zeitung» du 26 juillet 2016), il est grand temps de s'inquiéter.

A la veille des deux grandes catastrophes du XX^e siècle, il y eut également de nombreuses voix pour mettre en garde, des personnalités voyant arriver les menaces. Ils n'étaient pas fatalistes, mais leur souci premier était d'éviter la catastrophe à venir. Bertha von Suttner, la lauréate du prix Nobel de la paix, en faisait partie. Cependant, avant 1914 et avant 1939, ces voix furent trop peu nombreuses et donc pas assez influentes pour empêcher les puissants de préparer ces guerres et de les mener.

Aujourd'hui, l'humanité a progressé, car elle garde le souvenir des expériences du XX^e siècle. Il n'est plus nécessaire d'expliquer ce que signifie la guerre.

Dans son imposante documentation filmée sur la Première Guerre mondiale («Im Krieg. Der 1. Weltkrieg in 3D», 2015), Nikolai Vialkowschik fait parler, au début du film, des témoins de juillet 1914. Des touristes des pays européens se trouvant dans une station balnéaire belge estiment d'un commun

accord qu'il n'y aura pas de guerre malgré le meurtre du couple héritier du trône autrichien et malgré les plans de mobilisation des grandes puissances européennes. Il y avait eu de nombreuses crises dans les années précédentes et jusqu'alors les diplomates avaient toujours réussi à trouver des solutions et à préserver la paix. Ils étaient trop nombreux à se fier à la «sagesse» des diplomates. Mais dès la fin de juillet 1914, les populations se trouvèrent devant le fait accompli. Toutefois, aujourd'hui l'humanité a progressé.

Depuis plusieurs années, de nombreux signes montrent qu'après l'exigence du gouvernement américain d'instaurer dès 1990 un «nouvel ordre mondial» dominé par les Etats-Unis, celui-ci se trouve en régression – le monde se dirigeant vers un monde multipolaire. Pour l'instant, il manque encore un ordre juridique international accepté par tous pour un tel monde. La Charte des Nations Unies fut une telle tentative après la Seconde Guerre mondiale. Les Etats qui exigent aujourd'hui une égalité de traitement de tous les pays dans un monde multipolaire s'appuient explicitement sur ce document. Mais les Etats-Unis (et leurs alliés) profitent de leur position de force dans les institutions des Nations Unies pour vider la Charte de son esprit. Ils ne sont pas prêts à modifier leur position et utilisent tous les moyens pour s'opposer.

Un monde multipolaire suffisamment fort pour limiter l'ancienne domination des Etats-

Unis peut éventuellement empêcher une nouvelle grande guerre pour un certain temps. Mais cela demande une activité rationnelle, que personne ne peut vraiment garantir. L'évolution du monde après la Seconde Guerre mondiale a démontré que l'équilibre de la terre n'offre pas de perspective: «We just lucked out» [Nous avons eu une chance inouïe, ndt.], précisa plus tard Robert McNamara qui fut ministre américain de la Défense lors de la crise de Cuba en 1962.

Il ne peut y avoir un ordre juridique international accepté par tous que dans la mesure où les gouvernements de tous les pays sont prêts à se montrer conciliants, à abandonner la politique d'affrontement et à chercher une voie de coopération. Toutefois, les gouvernements ne s'y plieront que dans la mesure où l'exigence des peuples ira en s'amplifiant.

Les attaques dans le monde occidental contre les principes de l'entente entre les peuples et de l'égalité en droits de tous les Etats et leurs populations, contre les fondements des Etats nationaux démocratiques et leurs institutions, contre l'identité des personnes au sein de leurs nations, contre leurs bases de la culture du vivre-ensemble, contre l'éducation, la formation, la famille, le sens de la communauté et les traditions des acquis les plus précieux – tout cela a pour objectif de ravir aux êtres humains leur dignité, leur indépendance et leur dynamisme pour empêcher le déploiement des forces constructives de paix. Mammon et ses vassaux ont déclaré les non-valeurs comme principe de vie, afin de se procurer le contrôle sur les hommes.

Le texte de la chanson de Bertold Brecht sur le front unitaire «Et parce que l'homme est un homme» contient une vérité profonde. C'est parce que l'être humain est un être humain qu'il a une dignité et qu'il peut se délivrer de ses chaînes de la manipulation qui le tiennent immature et à la merci des autres. Oui, l'amplification des forces de paix est possible!

Le crépuscule de l'OTAN

par Thierry Meyssan



Thierry Meyssan
(photo wikipedia)

L'histoire de l'OTAN et ses activités actuelles permettent de comprendre comment l'Occident a construit ses mensonges et pourquoi il en est désormais prisonnier. Les éléments contenus dans cet article sont choquants, mais il est impossible de

démentir les faits. Tout au plus peut-on s'accrocher aux mensonges et persister à s'y tenir.

Lors de la réunion d'Istanbul, le 13 mai 2015, les dirigeants de l'OTAN terminent un repas bien arrosé. Ils se moquent des crétins qui croient en leur discours de paix en chantant «We are the world». On reconnaît sur cette indécente vidéo le général Philip Breedlove, Jens Stoltenberg, Federica Mogherini et de nombreux ministres de la Défense (www.youtube.com/watch?v=m3vqLb3md_o).

Le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN vient de se tenir à Varsovie (7 et 8 juillet 2016). Ce devait être le triomphe des Etats-Unis sur le reste du monde, ce fut en réalité le début de la débâcle.

Rappelons ce qu'est l'Alliance atlantique.

Ce que fut l'Alliance

Alors que les élites européennes étaient paniquées à l'idée d'une possible accession au pouvoir des partis communistes, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en 1949, elles se placèrent sous «parapluie» états-unien. Il s'agissait avant tout d'être en mesure de menacer les Soviétiques pour les dissuader de soutenir les communistes occidentaux.

Les Etats de l'Ouest étendirent progressivement leur alliance, notamment en y joignant en 1955 les Allemands de l'Ouest, qui avaient été autorisés à reconstituer leur armée. Inquiets des capacités de l'Alliance, l'URSS répondit en créant le Pacte de Varsovie, six ans après la création de l'OTAN.

Cependant, avec la guerre froide, les deux alliances évoluèrent de manière impériale: d'un côté l'OTAN dominée par les Etats-Unis et dans une moindre mesure par le Royaume-Uni, de l'autre le Pacte de Varsovie dominé par l'Union soviétique. De fait, il était devenu impossible de quitter ces structures: l'OTAN n'hésita pas à utiliser le *Gladio* pour organiser des coups d'Etat et recourir à des assassinats politiques préventifs, tandis que le Pacte de Varsovie envahissait à visage découvert la Hongrie et la Tchécoslovaquie qui avaient émis des velléités d'indépendance.

Avant même la chute du Mur de Berlin, l'Union soviétique mit fin à ce système. *Mikhaïl Gorbatchev* laissa chaque Etat membre du Pacte de Varsovie reprendre son indépendance («My Way») ce qu'il dénomma ironiquement sa «doctrine Sinatra». Lorsque l'URSS s'effondra, ses alliés se dispersèrent et il fallut plusieurs années de stabilisation avant que ne se constitue l'actuelle *Organisation du Traité de sécurité collective* (OTCS). Ayant intégré les erreurs du passé, celle-ci est basée sur une stricte égalité des Etats membres.

Notons au passage que l'OTAN comme le Pacte de Varsovie sont des organisations contraires à la *Charte des Nations Unies* car les Etats membres perdent leur indépendance en acceptant de placer leurs troupes sous commandement américain ou soviétique.

Contrairement à la Russie, les Etats-Unis sont restés un empire et continuent à utiliser l'OTAN pour mener leurs alliés à la baguette. L'objectif initial de faire pression sur les Soviétiques pour qu'ils n'aident pas les communistes occidentaux à accéder au pouvoir n'a plus de raison d'être. Il ne reste donc qu'une tutelle états-unienne.

En 1998, l'OTAN livra sa première guerre, contre un Etat minuscule (l'actuelle Serbie) qui ne l'avait aucunement menacée. Les Etats-Unis créèrent lentement les conditions du conflit, formant la mafia koso-

«Contrairement à la Russie, les Etats-Unis sont restés un empire et continuent à utiliser l'OTAN pour mener leurs alliés à la baguette. L'objectif initial de faire pression sur les Soviétiques pour qu'ils n'aident pas les communistes occidentaux à accéder au pouvoir n'a plus de raison d'être. Il ne reste donc qu'une tutelle états-unienne.»

vare au terrorisme sur la base turque d'Incirlik, organisant une campagne de terreur en Serbie, puis accusant le gouvernement serbe de la réprimer de manière disproportionnée. L'enclume ayant écrasé la mouche, on constata dans les chancelleries que l'Alliance était en réalité bien lourde et peu efficace. On commença alors de profondes réformes.

L'Alliance depuis le 11 septembre 2001

Avec la disparition de l'URSS, il n'y avait plus aucun Etat au monde capable de rivaliser militairement avec les Etats-Unis, et donc encore moins avec l'OTAN. Celle-ci aurait normalement dû disparaître, mais il n'en fut rien.

D'abord un nouvel ennemi surgit: le terrorisme. Puis, il frappa diverses capitales de l'Alliance, obligeant les Etats membres à se soutenir les uns les autres.

Bien sûr, il n'y a aucune proportion entre ce que fut le Pacte de Varsovie et une bande de barbus terrés dans une cave en Afghanistan. Pourtant, tous les Etats membres de l'OTAN font mine de le croire, car ils n'ont pas le choix: le seul moyen de protéger sa population est de signer les communiqués de l'OTAN, de tenir le discours unique obligé.

Malgré une abondante littérature historique, les Occidentaux n'ont toujours pas compris que l'OTAN avait été créée par leurs classes possédantes contre eux et qu'elle est

chacun d'un bureau au siège de l'Alliance depuis le 4 mai.

Ce que l'Alliance est aujourd'hui

Chaque Etat membre est prié de s'armer pour participer aux prochaines guerres et d'y consacrer 2% de son PIB, même si l'on est en réalité encore loin du compte. Ces armes devant être compatibles aux normes OTAN, il est prié de les acheter à Washington.

Certes, il reste des productions nationales d'armement, mais pas pour très longtemps. Ainsi au cours des vingt dernières années, l'OTAN a systématiquement poussé à détruire les usines aéronautiques militaires de ses Etats membres, sauf celles des Etats-Unis. Le Pentagone a annoncé la création d'un avion multi-rôle à un prix imbattable, le *F-35 Joint Strike Fighter*. Tous les Etats en ont commandé et fermé leurs propres usines. Vingt ans plus tard, le Pentagone n'est toujours pas en mesure de produire un seul de ces avions à tout faire et doit présenter des F-22 bricolés durant les foires d'armement. Les clients sont constamment sollicités pour financer les recherches, tandis que le Congrès étudie la relance de la production d'anciens avions car, probablement, le F-35 ne verra jamais le jour.

L'OTAN fonctionne donc comme une entreprise de racket: ceux qui ne payent pas devront affronter des attentats terroristes.

Les Etats-Unis ayant poussé leurs alliés à devenir dépendants de leur industrie militaire,

«L'Alliance est aujourd'hui de toutes les guerres. C'est elle qui coordonna la chute de la Libye en 2011, après que le commandant de l'AfriCom, le général Carter Ham, eut protesté contre l'emploi d'Al-Qaïda pour renverser Mouamar el-Kadhafi. C'est encore elle qui coordonne, en 2012, la guerre contre la Syrie depuis l'installation de l'Allied Land Command à Izmir en Turquie.»

aujourd'hui utilisée par les Etats-Unis contre leurs élites. Le cas est un peu différent pour les Etats baltes et la Pologne, qui sont entrés récemment dans l'Alliance et en sont encore au premier stade de crainte des élites face aux communistes.

La zone géographique presque illimitée de l'Alliance

Si l'OTAN était une alliance défensive, elle se bornerait à défendre ses Etats membres, mais au lieu de cela, elle a élargi sa zone d'intervention géographique. A la lecture du communiqué final de Varsovie, on constate qu'elle se mêle de tout: de la Corée – où les Etats-Unis n'ont toujours pas signé de paix avec la République démocratique – à l'Afrique – où le Pentagone espère toujours installer l'*AfriCom*. La seule partie du monde qui lui échappe, c'est l'Amérique latine, zone réservée de Washington («doctrine Monroe»). Partout ailleurs, les vassaux du Pentagone sont priés d'envoyer leurs troupes pour défendre les intérêts de leur suzerain.

L'Alliance est aujourd'hui de toutes les guerres. C'est elle qui coordonna la chute de la Libye en 2011, après que le commandant de l'AfriCom, le général Carter Ham, eut protesté contre l'emploi d'Al-Qaïda pour renverser *Mouamar el-Kadhafi*. C'est encore elle qui coordonne, en 2012, la guerre contre la Syrie depuis l'installation de l'*Allied Land Command* à Izmir en Turquie.

Au fur et à mesure, des Etats non-européens ont été intégrés dans l'OTAN, avec des niveaux divers de participation. Les derniers en date sont le Bahreïn, Israël, la Jordanie, le Qatar et le Koweït, qui disposent

ils ont cessé de la perfectionner. Pendant ce temps, la Russie a reconstitué son industrie d'armement et la Chine est sur le point d'y parvenir. D'ores et déjà l'armée russe a dépassé le Pentagone en matière conventionnelle. Le système qu'elle a pu déployer à l'Ouest de la Syrie, en mer Noire et à Kaliningrad lui permet d'inhiber les commandes de l'OTAN qui a dû renoncer à la surveiller dans ces régions. Et en matière aéronautique, elle produit déjà des avions multi-rôle à faire pâlir d'envie les pilotes de l'Alliance. La Chine, quant à elle, devrait également dépasser l'OTAN en matière conventionnelle d'ici deux ans.

Les Alliés assistent donc à la décrépitude de l'Alliance, qui est aussi la leur, sans réagir, à l'exception du Royaume-Uni.

Le cas de Daesh

Après l'hystérie des années 2000 à propos d'al-Qaïda, un nouvel ennemi nous menace: l'*Emirat islamique en Irak et au Levant*, «Daesh». Tous les Etats membres ont été priés de rejoindre la «Coalition mondiale» (sic) et de le vaincre. Le sommet de Varsovie s'est félicité des victoires remportées en Irak et même en Syrie malgré «l'intervention militaire de la Russie, sa présence militaire importante, son soutien au régime» qui forment une «source de risques et [de] défis supplémentaires pour la sécurité des Alliés» (sic).¹

Chacun ayant bien compris que l'Emirat islamique avait été créé en 2006 par les Etats-Unis, on nous assure que l'organisation s'est aujourd'hui retournée contre eux, comme on nous l'avait asséné à propos d'al-Qaïda. Pourtant, le 8 juillet, alors que l'Ar-

mée arabe syrienne combattait divers groupes terroristes dont Daesh à l'Est de Homs, l'armée de l'air américaine est venue les couvrir durant quatre heures. Ce temps a été mis à profit par Daesh pour détruire méthodiquement le pipeline reliant la Syrie à l'Irak et à l'Iran. Ou encore, lors des attentats du 4 juillet en Arabie saoudite (notamment en face du consulat états-unien de Jeddah, de l'autre côté de la rue), Daesh a utilisé des explosifs militaires high tech dont seul le Pentagone dispose aujourd'hui. Il n'est donc pas difficile de comprendre que d'une main le Pentagone combat l'Emirat islamique dans certaines zones, tandis que de l'autre, il lui fournit des armes et un soutien logistique dans d'autres zones.

L'exemple ukrainien

L'autre croquemitaine, c'est la Russie. Ses «actions agressives [...], y compris ses activités militaires provocatrices à la périphérie du territoire de l'OTAN, et sa volonté avérée d'atteindre des objectifs politiques par la menace ou l'emploi de la force, constituent une source d'instabilité régionale et représentent un défi fondamental pour l'Alliance» (sic).

L'Alliance lui reproche d'avoir annexé la Crimée, ce qui est exact, en niant le contexte de cette annexion: le coup d'Etat organisé par la CIA à Kiev et l'installation d'un gouvernement comprenant des nazis. Bref, les membres de l'OTAN ont tous les droits tandis que la Russie viole les accords qu'elle avait conclus avec l'Alliance.

Le sommet de Varsovie

Le sommet n'a pas permis à Washington de colmater les brèches. Le Royaume-Uni qui vient de mettre un terme à sa «relation spéciale» en sortant de l'Union européenne a refusé d'augmenter sa participation à l'Alliance pour compenser l'effort qu'elle a résilié au sein de l'UE. Londres s'est abrité derrière son prochain changement de gouvernement pour éluder les questions.

Tout au plus a-t-on pu prendre deux décisions: installer des bases permanentes à la frontière russe et développer le bouclier anti-missiles. La première décision étant contraire aux engagements de l'OTAN, on procédera en installant des troupes qui alterneront de sorte qu'il n'y aura pas de contingent permanent, mais que des soldats seront toujours présents. La seconde consiste à utiliser le territoire des Alliés pour y déployer des soldats américains et un système d'armes. Pour ne pas vexer les populations qu'ils occuperont, les Etats-Unis ont accepté de placer le bouclier anti-missiles non pas sous leur commandement, mais sous celui de l'OTAN. Ce qui ne change que sur le papier car le Commandeur suprême de l'Alliance, actuellement le général *Curtis Scaparrotti*, est obligatoirement un officier américain nommé par le seul président des Etats-Unis. •

Source: *Réseau Voltaire*, 11/7/16

¹ «Communiqué du Sommet de l'OTAN à Varsovie», *Réseau Voltaire*, 9 juillet 2016.

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.- frs/ 108.- euros
ISSN 1662 - 4599

© 2016 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

L'Asie appartient aux peuples asiatiques

Forum de Shanghai 2016, vu de la Serbie

par Živadin Jovanovic, Belgrad Forum for a World of Equals



Živadin Jovanovic
(photo ev)

Le thème du récent 11^e Forum de Shanghai était «*Interconnectivité, intégration et innovation: édification d'une collectivité de destinées communes en Asie*». Ces travaux, dont la plupart étaient l'objet de rencontres exceptionnelles,

ont rassemblé sept cents personnes, scientifiques, experts, politiciens et hommes d'affaires du monde entier; plus de 100 présentations ont eu lieu pendant les trois jours qu'a duré ce symposium. En plus des participants chinois et asiatiques, formant naturellement la majorité des contributeurs, un grand nombre de assistants provenaient d'Europe, des Amériques, d'Afrique et d'Australie.

Les participants ont été particulièrement intéressés par les présentations de l'ancien président indonésien, M. Susilo Bambang Yudhoyono, du secrétaire général du Conseil nordique, M. Dagfinn Høybråten, de l'ex-Premier ministre italien, Mr. Enrico Letta, de l'ex-secrétaire du Trésor américain, Mme Rosario Marin, du lauréat du

prix Nobel (2007 recherches sur les changements climatiques), M. Frans Berkhout, du Pr. Wu Shinbo de l'Université de Fudan, de M. Guoqi Wu, directeur au sein du ministère des Finances chinois, de M. Paulo Nogueira Batista, vice-président de la BRICS New Development Bank, et de nombreux autres intervenants.

Libre échange de vues scientifiques

Les trois jours de libre échange d'opinions scientifiques se sont concentrés sur l'avenir de l'Asie, son développement économique et technologique au XXI^e siècle, son intégration et son rôle dans les affaires mondiales. Le point de départ portait sur ce que, pendant la période qui a suivi la guerre froide, l'Asie s'est affirmée comme la région du monde à la croissance économique, technologique et scientifique la plus dynamique. L'Asie, plus grand marché mondial, fournit une contribution majeure à la fois pour mettre fin à la crise économique mondiale et pour la sauvegarde de la paix et de la stabilité. En conséquence, les participants chinois et étrangers ont souligné le rôle croissant que devrait jouer l'Asie dans la gestion des affaires mondiales, la résolution des foyers de crises et en général, dans la prise de décisions. «Nous ne pouvons pas nous contenter d'un simple droit de vote aux Nations Unies et dans les autres forums internationaux. Il est tout naturel que nous prenions part aux

vraies décisions dans tous les domaines concernant une destinée commune». Cette opinion a été exprimée par tous les participants du Forum.

«Nous devons toujours en être conscients et adopter des positions communes sur le fait que l'Asie appartient aux peuples asiatiques». Ce point de vue, tel qu'exprimé lors de la séance plénière de clôture, a résumé de nombreuses propositions spécifiques à l'amélioration de l'avenir du plus grand continent du monde. Il était principalement destiné aux puissances extérieures à la région pour qu'elles refrènent leurs interférences dans les affaires asiatiques.

En quête de solidarité et de coopération

La connectivité économique, infrastructurelle et culturelle, la coopération gagnant-gagnant, la coordination et le leadership sont les conditions-clés préalables pour que l'Asie assume le rôle qui lui revient au niveau mondial. Une large intégration des pays asiatiques sur des bases incluant un destin commun, une totale égalité et des avantages mutuels, telle est l'aspiration naturelle et la meilleure façon pour l'Asie d'accéder à une plus grande prospérité, ainsi que de contribuer à la sortie de crise de l'économie mondiale – c'était là une des opinions maintes fois exprimées.

Afin de maintenir et renforcer le processus d'innovation, l'intégration et le développement dynamique, l'Asie a besoin d'un

leadership dynamique – tel est l'avis du Pr. Wu Shinbo, célèbre scientifique chinois et l'un des leaders de l'Institut de développement de l'Université de Fudan. Il considère que même l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (l'ANASE) manque d'un leadership dynamique habilité à répondre aux défis du développement contemporain.

Le pouvoir économique

Actuellement, la Chine est la deuxième et le Japon la troisième économie mondiale. L'économie indienne, l'économie indonésienne, celle du Kazakhstan et celles d'autres pays asiatiques sont en forte croissance, contribuant ainsi au développement économique dynamique du plus grand des continents. Le Japon préside le G-7, tandis que la Chine préside le G-20. La Chine est l'initiateur de la Shanghai Cooperation Organization, accueille la Nouvelle Banque de développement (NDB), fondée par les pays membres de l'association BRICS, et la Banque d'investissement d'infrastructure asiatique (BIIA). Les pays asiatiques et les nouvelles institutions financières investissent de plus en plus dans les domaines de l'innovation, des sources d'énergie renouvelable et en général dans le développement écologique «vert».

Suite page 6

La Chine dresse la table de l'ordre financier mondial

par Ariel Noyola Rodríguez*



Ariel Noyola Rodríguez
(photo mad)

Au cours du premier sommet annuel de la «Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures» (BAII) qui a eu lieu à Pékin, les Chinois ont montré leur intention d'assumer le leadership mondial dans le domaine du financement des infrastructures. A la fin

de cette année, il est probable que la BAII aura plus de 100 pays membres, ce qui lui permettrait de devenir la première institution de prêts multilatéraux, dans l'histoire, sous le contrôle des plus importants pays émergents. Cependant, on attend toujours qu'elle se décide à abandonner le dollar, parce que c'est la seule façon de briser enfin l'hégémonie des Etats-Unis sur la finance internationale.

La Chine a déjà pris la tête – devant les Etats-Unis – dans la course au financement global des infrastructures. Les finances internationales sont en voie de transformation, en dépit de la forte opposition de la puissante tutelle états-unienne. L'année dernière, depuis Washington, de hauts fonctionnaires ont tenté de saboter le lancement de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures – la BAII – mais ils ont échoué.

En fait, ceux qui étaient soi-disant alliés dévoués du gouvernement des Etats-Unis, comme l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni, ont pris, en fin de compte, la décision de se joindre à la nouvelle institution de prêts multilatéraux promue par Pékin. Le président Barack Obama ne pouvait pas concevoir que, en quelques mois,

la BAII gagnerait le soutien de plus de cinquante pays.

Sans aucun doute, la Chine précipite le déclin américain dans le monde entier. En avril 2015, Larry Summers, qui était secrétaire du Trésor sous le président Bill Clinton, a déclaré que la convocation réussie de la BAII a représenté l'un des épisodes les plus dramatiques pour l'hégémonie états-unienne: «On se souviendra du mois dernier comme celui du moment où les Etats-Unis ont perdu leur rôle de garant du système économique mondial».¹

Pékin retarde l'offensive majeure contre le dollar

Cependant, jusqu'à présent la Chine a agi avec une extrême prudence. En conséquence, presque tous les pays du G-7 – l'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni – ont salué le lancement de la BAII. Cependant, même s'il est vrai que l'extraordinaire capacité d'attraction de Pékin a miné l'influence de Washington dans le financement mondial des infrastructures,² la BAII se retient de rejeter le dollar. Bien que beaucoup aient spéculé³ sur le fait que les prêts de la BAII seraient libellés en yuans – ou peut-être en monnaies locales – à ce jour, leurs demandes ont été émises en monnaie américaine.

En outre, il faut noter que sur les quatre prêts approuvés cette année par la BAII, pour un total de 509 millions de dollars, trois d'entre eux sont liés à des projets d'investissement qui impliquent également des institutions de l'ancien ordre financier mondial, celles qui ont été construites à l'image de Washington après la Seconde Guerre mondiale. A mon avis, les Chinois veulent profiter des actions qui ont été investies dans la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, ainsi que des excellentes relations qui ont été établies avec l'Europe.

A l'heure actuelle, la BAII finance un programme d'amélioration de l'habitat en Indonésie, avec la Banque mondiale, par le biais d'un prêt de 216,5 millions de dollars; la construction d'une route au Pakistan, pour un coût de 100 millions de dollars, est réalisée en collaboration avec la Banque asiatique de développement et le Département pour le développement international du Royaume-Uni; un prêt de 27,5 millions de dollars, financé par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, est uti-

lisé pour la mise à niveau d'une route au Tadjikistan; un prêt de 165 millions de dollars pour apporter l'électricité dans les zones rurales du Bangladesh est le seul projet que la BAII porte elle-même.

La BAII a une vocation mondiale à investir dans les infrastructures

Malgré tout, la naissance de la BAII marque un tournant dans l'histoire des institutions multilatérales de crédit car elle est la première – en plus de la nouvelle banque de développement des BRICS – dans laquelle les économies émergentes sont les principaux actionnaires.⁴

Les contributions économiques des trois puissances orientales des BRICS sont impressionnantes: la Chine est à 29,78%, suivie par l'Inde avec 8,36%, et la Russie troisième avec 6,53%. En revanche, les vingt partenaires non régionaux contribuent au capital de la BAII pour seulement un quart des 100 milliards de dollars autorisés.⁵

Dans un premier temps, la BAII a été conçue avec l'idée de fournir principalement un financement aux pays d'Asie, cependant, il semble que la Chine envisage de la transformer en une institution à vocation globale capable d'unir les aspirations de toutes les économies émergentes.⁶ Dans cette perspective, à la cérémonie d'ouverture de son premier sommet annuel à Beijing en juin dernier, le président de la BAII, le chinois Jin Liqun, a annoncé qu'il envisage actuellement l'ajout de vingt-quatre autres pays.⁷

En Amérique latine, le Chili, la Colombie, le Venezuela sont candidats. En Afrique, l'Algérie, la Libye, le Nigeria, le Sénégal et le Soudan ont présenté leur candidature. Il faut également souligner la candidature du Canada, qui, en collaboration avec le Mexique et les Etats-Unis fait partie de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). En Europe, Chypre, la Grèce et l'Irlande sont extrêmement intéressés. Si tout se passe aussi bien que jusqu'à présent, il est fort possible que d'ici la fin de cette année la BAII rassemble plus de cent pays membres,⁸ soit au moins 34 adhérents de plus que la Banque asiatique de développement, mais elle est encore loin d'atteindre les 183 adhérents de la Banque mondiale.

Opter pour un monde multipolaire

La BAII a de nombreuses tâches en suspens. En effet, bien qu'ayant enregistré des taux de

croissance élevés du produit intérieur brut (PIB) au cours des deux dernières décennies, la région asiatique a échoué à mettre en place un système d'infrastructures de premier plan. Le Sultan Ahmed Al Jaber, ministre du gouvernement des Emirats Arabes Unis, a révélé que dans la région Asie-Pacifique près de 1500 millions de personnes manquent d'installations sanitaires de base, 260 millions n'ont pas accès à l'eau potable et au moins 500 000 n'ont pas l'électricité dans leurs maisons.⁹

En conclusion, le premier sommet annuel de la BAII a montré la détermination de la Chine à se faire entendre dans la «première ligue» de la finance internationale. Par son engagement dans la construction de la nouvelle «Route de la soie»,¹⁰ la BAII est un puissant contrepois à l'influence géoéconomique des Etats-Unis et du Japon dans la région asiatique. Toutefois, pour accélérer la construction d'un ordre mondial multipolaire, il est crucial que les gestionnaires de la BAII décident finalement d'abandonner le dollar, et surtout, ne renient jamais leur promesse d'améliorer les conditions de vie de l'humanité.

Source: Réseau Voltaire, 14/7/16

¹ «Time US leadership woke up to new economic era», Lawrence Summers, *Financial Times*, April 5, 2015.

² «The AIIB: The infrastructure of power», *The Economist*, July 2, 2016.

³ «China seeks role for yuan in AIIB to extend currency's global reach», Cary Huang, *The South China Morning Post*, April 14, 2015.

⁴ «Beijing, le crépuscule asiatique post-Bretton Woods», par Ariel Noyola Rodríguez, *Réseau Voltaire*, 11/11/14.

⁵ «Asian Infrastructure Investment Bank: Articles of Agreement», *Asian Infrastructure Investment Bank*.

⁶ «President's Opening Statement 2016 Annual Meeting of the Board of Governors Asian Infrastructure Investment Bank», *Asian Infrastructure Investment Bank*, June 25, 2016.

⁷ «AIIB expansion plans underscore China's global ambitions», Tom Mitchell, *Financial Times*, June 26, 2016.

⁸ «AIIB will have 100 countries as members by year-end: Jin Liqun», Li Xiang, *China Daily*, May 31, 2016.

⁹ «The AIIB has been designed to benefit all», Sultan Ahmed Al Jaber, *China Daily*, June 25, 2016.

¹⁰ «China's AIIB seeks to pave new Silk Road with first projects», Tom Mitchell & Jack Farchy, *Financial Times*, April 19, 2016.

* Ariel Noyola Rodríguez est économiste diplômé de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM). Il est membre du Centre de recherche sur la mondialisation Global Research, basé au Canada. Ses reportages sur l'économie mondiale sont publiés dans l'hebdomadaire *Contralinea* et ses billets d'humeur sur la chaîne d'information internationale *Russia Today*. Le Club des journalistes du Mexique lui a décerné le Prix national du journalisme dans la catégorie de la meilleure analyse économique et financière pour ses articles publiés sur le *Réseau Voltaire* en 2015.

Tim Anderson: La sale guerre contre la Syrie

Washington, le changement de régime et la résistance

par Carola et Johannes Irsiegler



La vérité apparaît toujours à la lumière. Nombre de personnes auront songé à cette sagesse de vie lors des dernières semaines, au regard des résultats de la *Commission Chilcot* au Royaume-Uni. Treize ans après le début de la guerre en Irak, une commission d'enquête conclut que le Premier ministre d'alors *Tony Blair* a menti à son peuple concernant cette guerre ayant fait des centaines de milliers de victimes, principalement des civils. Il est à espérer que Blair devra se justifier de ses actes devant la justice.

On ne peut également cacher indéfiniment la vérité quant à une autre guerre: cinq ans après le déclenchement de la guerre contre la Syrie, une documentation détaillée du politologue australien *Tim Anderson* démasque les mensonges à propos de cette sale guerre. *Tim Anderson*, professeur d'économie politique à l'Université de Sydney, mène des recherches et écrit sur les développements politiques en Amérique latine, dans la région Asie-Pacifique et au Proche-Orient. Son livre, paru en anglais en mars 2016 sous le titre «The dirty war on Syria – Washington, regime change and resistance», a été traduit en allemand et porte le titre «Der schmutzige Krieg gegen Syrien – Washington, Regime Change und Widerstand».

Anderson démontre que la situation en Syrie est très différente de celle propagée dans les médias occidentaux jusqu'à ce jour. Il s'appuie sur le principe «audiatur et altera pars»: l'autre version a le droit d'être entendue. Il considère sa documentation comme un «recueil de sources» voulant également apporter une «contribution à l'histoire du conflit syrien.» Il y parvient grâce à un travail soigneux et minutieux relatant ce qui s'est réellement passé en Syrie au-delà de la campagne massive de désinformation. Anderson montre qu'il s'agit là d'une sale guerre planifiée de longue date par les puis-

sances occidentales et leurs alliés dans la région. Le but de l'opération est d'une part la «balkanisation» de la région, c'est-à-dire la «création d'unités instables et fragmentées dépendant de l'aide des Etats-Unis», et d'autre part l'entrave de la formation d'un axe d'Etats régionaux indépendants de l'Occident. La guerre est dirigée contre un Etat qui s'était auparavant développé de manière positive; l'éducation et la santé, tous deux d'un haut niveau, étaient accessibles gratuitement à tous les citoyens. Des réformes politiques avaient été envisagées par le Président qui jouissait d'un large soutien dans la population et en jouit encore aujourd'hui. Et à souligner tout particulièrement, la Syrie n'avait pas de dette extérieure.

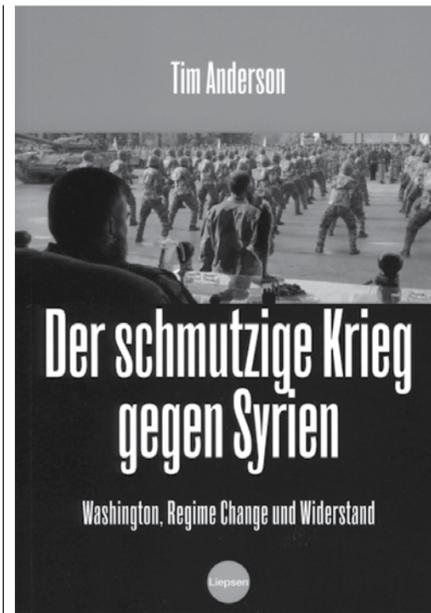
Outre l'aspect documentaire, Anderson considère aussi son livre comme un «plaidoyer» pour le droit du peuple syrien «de déterminer lui-même la forme de société et le système politique», cela «en conformité avec les lois internationales et les principes des droits de l'homme». Anderson accuse l'Occident d'ignorer ce droit et de recourir au pire comportement de son passé: «[...] à savoir à la «prérogative impériale» d'intervention, renforcée par un profond préjugé raciste et par une regrettable ignorance de l'histoire de ses cultures».

Anderson s'appuie dans son livre avant tout sur des sources occidentales. «J'ai principalement utilisé des sources occidentales dans la mesure du possible, non pas parce qu'elles me semblent plus fiables, mais pour éviter le reproche de m'être trop focalisé sur des sources syriennes.» A la fin de chaque chapitre, on trouve d'abondantes indications sur les sources consultées.

Dès le début, l'auteur place la guerre dans un contexte géopolitique plus ample: Les Etats-Unis prévoient, depuis longtemps déjà, la création d'un «Nouveau Moyen-Orient». On peut suivre ensuite très en

détails le développement depuis le début de la guerre en 2011 jusqu'aujourd'hui. Anderson confronte à de nombreuses reprises le lecteur aux divergences entre ses sources d'information et les récits des médias occidentaux, faisant ainsi ressortir l'arrière-plan politique de ces désinformations. De nombreux lecteurs se rappelleront, par exemple, des images d'enfants morts ou blessés en 2013, soi-disant victimes d'une attaque au gaz toxique dans la région syrienne de Ghouta-Est. Anderson a analysé treize rapports sur cet événement et conclut que «les preuves provenant de sources indépendantes» ne permettent aucune autre conclusion que celle-ci: «Des armes chimiques ont bien été utilisées à Ghouta-Est, mais les accusations portées contre l'armée syrienne ont été inventées de toute pièce. [...] En outre, de nombreuses images d'enfants malades ou morts n'étaient pas en lien avec Ghouta-Est. [...] La force de ces preuves suggère qu'il s'agit d'une «opération sous fausse bannière» afin de justifier une intervention étrangère plus musclée.» Dans nos médias, cependant, le gouvernement syrien est aujourd'hui encore accusé de ce crime!

Anderson suggère une solution mentionnée déjà dans son titre: la naissance d'un puissant axe de résistance. «Il est évident que les plans de Washington ont échoué; ils consistaient à «changer le régime», à rendre l'Etat ingérable et à diviser le pays à l'aide de frontières sectaires. Au lieu de cela, nous sommes confrontés à un axe de forte résistance comprenant l'Iran, la Syrie, la Palestine et le Hezbollah comme éléments essentiels, soutenu par la Russie et un Irak s'en rapprochant.» Anderson est convaincu: «La Syrie va gagner parce que son peuple a soutenu son armée contre les provocations sectaires et ses batailles contre l'OTAN et le terrorisme multinational financé par les monarchies du Golfe.» En fin de compte, la victoire de la Syrie signifiera la fin de «l'orgie sanguinaire



des «changements de régime» de Washington dans la région».

La documentation de *Tim Anderson* fournit une contribution majeure afin que la vérité soit connue, le droit respecté et la guerre terminée enfin. Nous espérons vivement, à l'égard de la souffrance vécue par les habitants de la Syrie, que cela se réalise le plus rapidement possible. Nous exprimons notre sincère reconnaissance à l'auteur *Hermann Ploppa* – connu des lecteurs d'*Horizons et débats* – d'avoir entrepris la traduction en allemand et la publication de ce précieux livre. [Malheureusement, il n'existe pas encore de traduction française de cet ouvrage, ndlr.]

Anderson, Tim. *Der schmutzige Krieg gegen Syrien – Washington, Regime Change und Widerstand*. Editions Liepsen. Marburg 2016. ISBN 978-3-9812703-9-6

(Traduction *Horizons et débats*)

«L'Asie appartient aux peuples...»

suite de la page 5

L'initiative mondiale multidimensionnelle «One Belt, one Road» (OBOR), lancée en 2013 par le Président *Xi Jinping*, a ouvert de larges perspectives à un développement accru dans une grande partie du monde s'étendant du Pacifique à l'Atlantique. L'essence de cette initiative inclut le développement, la connectivité et des profits gagnant-gagnant. Contrairement à d'autres initiatives et projets intégrés limités au libre-échange douanier, et donc verrouillés pour les autres, l'initiative «OBOR» est élargie, ouverte et axée sur le développement, sans adhésion formelle. Pour citer quelques initiatives verrouillées, référence a été faite à la *Trans Pacific Partnership* (TPP), incluant les USA, le Canada, le Mexique, le Japon, l'Australie, les Philippines, Singapour, la Malaisie, le Pérou, Brunei et le Viêt-Nam.

Contribution importante au développement économique

La preuve a été faite que la Chine apporte aussi une contribution significative au développement économique au niveau mondial, notamment à l'essor des pays en voie de développement (coopération Sud-Sud), en modifiant les structures économiques obsolètes, et en édifant tout particulièrement des infrastructures modernes. De cette manière, ni la Chine, ni les nouvelles institutions financières internationales financées par des capitaux chinois ou dues à l'initiative chinoise (NDB, BIIA) n'établissent envers les emprunteurs de discrimination basées sur des critères politiques, ni n'interfèrent dans leurs affaires intérieures.

Ce point a été soutenu par le Brésilien *Paulo Nogueira Batista*, vice-président de la *Nouvelle Banque de développement* (NDB). Il a déclaré que, indépendamment du fait que la NDB a été fondée par les pays membres de la BRICS, ce n'est pas seulement la banque de la BRICS et que les 50 milliards

de dollars de capital de la NDB n'ont pas été affectés exclusivement au développement des pays membres de la BRICS, mais plus généralement à des pays en voie de développement. Tout en exprimant une attitude prudente et équitable envers la *Banque mondiale* (BM) et en lui offrant sa coopération, en même temps que l'assurance que la NDB ne recherche ni à la concurrencer, ni à la supplanter, mais plutôt à «aider» et «compléter» le système déjà existant d'institutions financières internationales (BM, FMI), *Batista* a décrit, avec une touche de fierté, les avantages de la NDB.

«Nous ne sommes qu'une simple banque technique, puisque les applications de prêt sont décidées sur la seule évaluation de la qualité et de la crédibilité des projets, plutôt qu'en posant des conditions idéologiques ou politiques ou en interférant dans les affaires intérieures des pays qui ont sollicité le prêt», a déclaré *Batista*. Et d'ajouter que la NDB traite chaque demande de prêt sous 6 mois, contrairement à la Banque mondiale, où la procédure prend en moyenne 16 mois. La NDB n'a qu'une centaine d'employés, a précisé *Batista*, laissant au public le soin de comparer ce chiffre à l'appareil bureaucratique onéreux et surdimensionné de la Banque mondiale ou du FMI.

Intégration intérieure et unité reposant sur des avantages réciproques

Afin de promouvoir et d'exploiter énergiquement son vaste potentiel lié au développement et, en particulier, exercer le rôle et les responsabilités intrinsèques dans la gestion des affaires mondiales en rapport avec sa puissance économique, l'Asie doit tout d'abord accomplir son intégration interne et réaliser son unité basée sur des avantages mutuels. Toutes les initiatives chinoises sont ouvertes aux autres parties et ne sont pas orientées vers l'acquisition de privilèges, ni vers la domination, ou l'isolement d'un autre pays. Un exemple excellent en est l'initiative «OBOR». Bien que la Chine ait, au cours

des décennies, investi des milliards de dollars en faveur du développement économique dans le monde entier, particulièrement dans les pays en voie de développement, il n'y a eu aucune plainte, ni quelque mention que ce soit de son immixtion dans les affaires intérieures d'un pays, ou d'une volonté d'hégémonie de sa part ou de «supériorité». La Chine ne déploie pas non plus ses forces armées dans le monde afin de garantir la sécurité de ses investissements.

Les pays asiatiques ont les connaissances suffisantes, la sagesse et la volonté de résoudre leurs conflits et gérer leurs relations dans l'intérêt mutuel, tout en préservant la stabilité, en améliorant la compréhension et la plus totale coopération. Cette opinion des participants au Forum de Shanghai résonne comme un message aux facteurs extérieurs à la région qui pourraient avoir l'intention d'exploiter des problèmes non résolus à l'intérieur des relations entre la Chine et certains de ses voisins, pour leurs propres objectifs géopolitiques.

Trouver des solutions pacifiques aux conflits sans interventions américaines

Il va sans dire que la Chine n'est pas, et ne peut pas être, satisfaite quand, par exemple, les Etats-Unis tentent d'exploiter ce genre de problèmes, ou quand ils recherchent des intermédiaires destinés à nuire aux intérêts légitimes de la Chine. L'un de ces problèmes les plus sérieux est le conflit avec les Philippines en mer de Chine méridionale.

La Chine propose à ses voisins impliqués dans le conflit de résoudre celui-ci de façon pacifique en négociant directement, sans aucune intervention extérieure. Les tentatives d'internationalisation de ce problème manquent de fondements juridiques et de justification politique. L'internationalisation ne mène à aucune solution, mais plutôt à la méfiance inutile, à la détérioration de l'atmosphère et à l'ajournement d'une solution durable. Par conséquent, la position de la Chine envers l'internationalisation est légi-

time et ne devrait étonner personne. Le plus tôt on entreprendra des négociations directes entre les parties impliquées, le plus tôt on réalisera une solution gagnant-gagnant.

Il est en fait difficile de croire que quiconque extérieur à la région puisse avoir plus d'intérêt pour une solution juste et durable que la Chine et les autres parties directement impliquées. Les facteurs d'escalade devraient être mis hors de service et éliminés. Le moyen d'y parvenir réside dans des négociations directes entre les parties impliquées et la mise en œuvre de l'initiative «One Belt, one Road», pour laquelle la stabilité en mer de Chine méridionale est de toute première importance.

Le Forum de Shanghai a été établi en 2005 et s'est transformé en très peu de temps en une des conférences les plus connues et les plus influentes du monde. Traditionnellement, les organisateurs en sont l'Université de Fudan, une des universités les plus prestigieuses du monde et la *Higher Studies Foundation* [Fondation d'études supérieures] coréennes. Son organisateur exécutif est l'Institut de développement de l'Université de Fudan. Le Forum lui-même est une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui tient ses symposiums chaque année en mai à Shanghai.

En fait, le Forum de Shanghai est une réunion de scientifiques indépendants, de philosophes et de penseurs en général, plutôt que d'officiels gouvernementaux participant à la prise de décisions opérationnelles, ce qui n'enlève rien à la valeur de ses conclusions. Bien au contraire. Il n'y a aucun doute que tout ce qui a été dit pendant le Forum de cette année a rapidement trouvé sa voie vers les principaux centres de décisions du monde entier, pour y être soigneusement examiné.

Si l'Asie est le centre du développement mondial du XXI^e siècle, alors la Chine est le centre du développement en Asie et la grande puissance montante.

Source: www.beoforum.rs

(Traduction *Horizons et débats*)

Un exemple de l'impact de la télévision sur nos jeunes

Dialogue d'une enseignante avec sa classe

par Anne Noll

Aujourd'hui, les parents se demandent de plus en plus d'où proviennent les modèles de comportement des adolescents. Ils ne comprennent pas pourquoi leurs enfants sont impliqués dans le harcèlement moral soit en tant qu'acteur soit en tant que victime. Pourtant, eux-mêmes sont convaincus, dans leur vie familiale, d'offrir un modèle de vie différent et de les traiter avec respect. Les changements soudains d'attitudes des jeunes adolescentes, presque encore des enfants, leur paraissent incongrus. Pourtant, lorsqu'on regarde les émissions télévisées produites spécialement à l'attention des jeunes, on comprend mieux pourquoi ces derniers vivent d'autres valeurs que leurs parents. À l'aide des médias, et notamment de la télévision, on influence aujourd'hui massivement les jeunes gens.

Mes élèves de 8^e [2^e classe d'école secondaire, après 6 ans d'école primaire/4^e en France, ndt.] m'avaient conseillé de regarder absolument une certaine émission à la télé. Dans cette série captivante, des jeunes femmes participent à un concours pour devenir mannequin. J'enseignais à ce groupe d'adolescents depuis deux ans. En dehors du programme scolaire, nous profitons de certaines occasions pour discuter d'événements quotidiens et de problèmes posés par la vie.

Curieuse d'apprendre ce qui fascine tellement mes élèves, je m'assieds donc devant la télé. Une jeune femme essaie de s'approcher d'une petite estrade en tentant d'avancer sur des pierres entre des falaises. Elle s'efforce d'apparaître dynamique car c'est la consigne pour toutes les candidates de cette journée. Sa performance est évaluée par le «jury», composé de trois personnes trônant sur l'estrade dans des chaises de réalisateurs.

Le corps de la femme est très peu couvert, elle porte une sorte de maillot de bain, auquel sont ajoutées des armatures en métal ou tissu entre la taille et la tête. Elle représente un «alien» selon la consigne donnée lors de la distribution des vêtements. Ses pieds se trouvent dans des objets qu'on ne peut pas vraiment appeler chaussures et dont les semelles mesurent 15 centimètres de haut.

Malgré ces «chaussures», elle arrive, tant bien que mal, à parcourir le chemin vers le jury. Là, son visage apparaît en gros plan sur l'écran. Espoir et incertitude se reflètent sur le visage de cette jolie jeune femme. *Heidi Klum*, ancien mannequin et membre du jury commente sa performance: «Cela n'a pas très bien marché avec toi, tu te balances trop. Quelle était ma consigne?» La jeune femme n'est pas capable de la répéter, par manque d'attention, avoue-t-elle. D'autres commentaires dévalorisants suivent de la part des autres membres du jury. Les réactions de la jeune femme sont montrées en gros plan. Elle a honte... La caméra la suit sur son chemin

Germany's Next Topmodel est un casting show en format télé-réalité de la chaîne allemande *ProSieben*. Depuis 2005, on produit chaque année un épisode de cette série. Déjà le premier épisode fut visionné par 2,75 millions de spectateurs. Elle atteint ainsi 7,5% du public total et 13,5% du groupe-cible pour la publicité âgés entre 14 et 49 ans.

L'objectif auto-déclaré de cette émission est de trouver le prochain «top-mannequin» de l'Allemagne. En 2010, 21 312 jeunes femmes s'inscrivirent au concours, 2000 firent la queue à Cologne pour participer au casting. On en sélectionna quelques dizaines.

Les jeunes femmes se confrontent dans des activités spéciales, les dits «challenges». On arrose, par exemple, les candidates avec de la sauce à salade, on leur pose un poulpe sur la tête ou elles doivent poser dans un bar en glace.

du retour, on la voit de derrière, alors qu'elle tente de garder l'équilibre.

Certaines des jeunes filles réussissent malgré les «chaussures», à faire le chemin assez rapidement vers le jury, d'autres le font en trébuchant. La veille déjà, une jeune femme s'était blessée à un doigt de pied et s'était inquiétée en voyant les «chaussures» et en se demandant comment marcher. Les spectateurs en sont également informés. À tous moments, les visages réapparaissent en gros plan: peur, espoir et incertitude chez les unes, hardiesse et défi chez les autres.

«Tu as tout fait comme je me l'étais imaginé.» «Tu as respecté toutes mes consignes.» «J'ai apprécié le fait que tu n'aies pas émis de réclamations lors de la distribution des chaussures. Cela est gênant sur un plateau de télé.» Voilà les compliments distribués à certaines de ces jeunes femmes.

L'attention des spectateurs est maintenue par divers moyens. Par exemple, on montre une scène où trois femmes sont placées devant la caméra. Un silence prolongé chargé d'espérance est rompu par un membre du jury: «On aurait pu toutes vous mettre à la porte.» Pause, musique dramatique. Deux des jeunes femmes sont informées: «A vous, on vous donne encore une chance.» Sagement, chacune d'elles remercie le jury. La troisième apprend qu'elle est éliminée, sa grande déception est bien visible. A nouveau, toutes les réactions sont longuement présentées, en gros plan.

Des morceaux choisis sont insérés de manière répétée: les femmes en voiture en route vers l'entrée en scène, au camp avec d'autres participantes, lors de la distribution des vêtements, lors de la remise des chaussures. Parfois, elles donnent des commentaires sur leur propre passage sur scène,

Les femmes peuvent refuser les activités exigées pour des raisons personnelles, soit parce qu'elles sont trop gênées de se faire photographier en petite tenue soit qu'elles souffrent de phobies, mais cela peut avoir des effets négatifs sur les décisions du jury. Le jury, c'est-à-dire *Heidi Klum* et deux autres représentants du domaine de la mode, décide qui est éliminé et qui peut continuer lors de la prochaine séance.

Depuis le début de la série, les critiques concernant les contenus et les effets sur le public fusent de divers côtés. En 2009, le quotidien berlinois «taz» rapporta qu'aucune des gagnantes n'avait réussi à faire une carrière internationale de mannequin.

cf.: «Germany's Next Topmodel», sur www.wikipedia.org du 27/5/16; *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* du 8/5/10, *Süddeutsche Zeitung* du 17/5/10

comme si elles s'entretenaient avec une amie. Du temps d'émission est également attribué à des conversations téléphoniques très personnelles des participantes avec leur mère. Ainsi les spectateurs sont impliqués dans les auto-évaluations, les craintes, les espoirs et les peurs des jeunes femmes.

Pendant que je regarde l'émission, je suis de plus en plus indignée contre ce traitement infligé à ces jeunes femmes. Leurs émotions spontanées sont véritablement exhibées. Je pense à mes élèves. Pourquoi sont-elles tant enthousiasmées par cette série? Et surtout: qu'apprennent-elles, quel bénéfice en tirent-elles?

Quelles sont les valeurs transmises aux spectatrices?

La part d'audience de cette émission s'élève à 13,5% (cf. encadré). A première vue, il ne s'agit que de la vie de ces jeunes femmes espérant devenir mannequins. En réalité, les spectatrices sont le groupe ciblé; les jeunes femmes germanophones allemandes, autrichiennes et suisses. Depuis dix ans déjà, cette série forme l'image de soi des jeunes femmes, on leur montre comment elles devraient être.

La condition pour être acceptée est d'être belle selon les critères actuels, mais cela ne suffit pas. Trois personnes s'arrogent le pouvoir, de les charger d'une mission, de leur donner des consignes. Les jeunes femmes doivent impérativement se soumettre si elles veulent avancer dans le concours. Elles doivent ignorer leur corps, les douleurs, la honte et abandonner leur volonté. Elles endurent les humiliations infligées par d'autres personnes – dans ce cas précis le «jury» – elles les supportent parce qu'elles veulent être meilleures que les autres concurrentes et atteindre le prochain niveau. Ou

bien encore: elles assistent aux humiliations des autres, en refoulant tout élan de compassion.

Le lendemain, mes élèves veulent absolument connaître mon avis sur cette série. Consternée, je leur raconte ce que j'ai vu et je leur fais part de mes réflexions. Les jeunes filles me répondent de façon engagée et très vivante – elles sont pleines d'admiration pour ce monde présenté lors de l'émission. Leur argument principal est que les jeunes femmes s'engagent volontairement et qu'elles peuvent arrêter à tout moment. Elles ont de la peine à comprendre que ces jeunes femmes ne sont pas réellement libres, on flatte leur ambition, la concurrence pour ensuite les mener, petit à petit dans des situations humiliantes. Celles qui sont récompensées ne sont que celles qui se soumettent sans broncher tout en restant hardie et provocante.

L'idée qu'elles pourraient elles-mêmes représenter le véritable groupe-cible de cette émission leur est d'abord étrangère. Pourtant, elles sont prêtes à écouter mes observations et mes réflexions et décident d'y réfléchir. Il y a quelques jours, elles m'ont raconté que certaines d'entre elles avaient continué à discuter et qu'elles souhaitent en reparler avec toute la classe.

En dialogue avec les adolescentes

Entre temps, j'ai moi aussi continué à y réfléchir. Dans ce prétendu concours, il ne s'agit pas d'évaluer la beauté de dix femmes. Le réel objectif est d'implanter certaines «valeurs» chez les spectatrices et les spectateurs vibrant et tremblant avec les jeunes femmes durant une heure entière chaque semaine. Des émotions naturelles telles le dégoût, la honte et les douleurs sont dévalorisées. Ce qui est loué et récompensé, c'est la rigueur envers soi et envers les autres. Les femmes sensibles et émotives montrant des faiblesses n'ont aucune chance d'avancer dans un tel concours. Les grandes favorites sont les femmes effrontées, impertinentes et dures. C'est ainsi qu'une hiérarchisation méprisante basée sur des notions inhumaines en découle et se crée.

Je suis curieuse de prendre connaissance des réflexions de mes élèves. Nous nous retrouvons donc au centre d'un important débat. Le monde présenté dans cette émission, n'ayant rien en commun avec la réalité, peut être démasqué dans un véritable dialogue et peut-être même désensorcelé. Ce dialogue est possible lorsque les adultes sont disposés à échanger leurs points de vue tranquillement et sérieusement avec les jeunes gens et ont eux-mêmes aussi du plaisir à en débattre. Les adolescentes manipulées par de telles émissions ont besoin de ce dialogue pour le développement de valeurs positives et leur préparation à une vie adulte et autonome. N'abandonnons pas ces jeunes et leur avenir!

(Traduction *Horizons et débats*)

Courrier  des lecteurs

Plan d'études 21:

fin de la liberté de méthode et fin de l'enseignement en classe!

Contrairement à ce que les médias prétendent, la liberté de méthode et d'enseignement en classe n'existeront plus avec le Plan d'études 21. Fait révélateur, le terme «liberté de méthode» apparaît encore dans les «principes de bases pour le Plan d'études 21» de la *Conférence des directeurs de l'instruction publique de la Suisse alémanique* (CDIP), mais a été supprimé dans la version révisée de 2016. Citation: «L'orientation sur les compétences donne une perspective différente sur l'enseignement. L'apprentissage est compris comme un processus actif, autorégulé, réfléchi, constructif et adapté à la situation.» (www.lehrplan.ch/sites/default/files/Grundlagenbericht.pdf). Suite à la «perspective différente sur l'enseignement» en lien avec l'orientation sur les compétences, la «diversité des méthodes» et le «soutien à l'apprentissage autorégulé et individualisé» par un «accompagnateur» remplacent la «liberté de méthode» et l'«enseignement par un professeur».

La liberté de méthode pour l'enseignant n'est possible qu'avec l'enseignement traditionnel en classe avec des élèves du même âge. Avec les «nouvelles formes d'apprentissage» exigées pour le Plan d'études 21 («apprentissage autorégulé», «apprentissage individualisé», «apprentissage en groupes multiâges» etc.) toute la structure de l'établissement scolaire se transforme. La méthode d'apprentissage libre pour chaque enseignant se transforme en méthode obligatoire ordonnée par la hiérarchie pour tout le corps enseignant. Elle est fixée de manière autonome par les autorités scolaires et le directeur d'école – sans que l'Assemblée communale ou bien les parents aient voix au chapitre – et devient obligatoire pour toute l'école ou pour toute la commune scolaire. Cela se déroule déjà ainsi dans les écoles-pilotes ayant introduit le Plan d'études 21. Les enseignants n'ont plus qu'un seul choix: participer ou changer d'emploi. Si le Plan d'études 21 est introduit dans toute

la Suisse alémanique, les parents ne pourront plus changer dans une commune avec enseignement traditionnel en classes. Ils ne pourront donc choisir que s'ils ont la possibilité de financer une école privée. C'est la raison pour laquelle il y a depuis plusieurs années des protestations de parents et des licenciements en série d'enseignants dans plusieurs communes de la région de Zurich Unterland et au bord du lac de Zurich.

La commune zurichoise d'Obfelden était une exception. A partir de 2006, les parents pouvaient choisir l'école élémentaire désirée et donc envoyer leurs enfants en classes avec des élèves de la même tranche d'âge ou dans une classe multiâges. Certains parents ont démenagé à Obfelden uniquement pour pouvoir choisir le système scolaire désiré. En 2014, la Commission scolaire de l'école primaire d'Obfelden a soudainement décidé et fermer toutes les classes avec des élèves de la même tranche d'âge et de les transformer

en classe multiâges contre la volonté de nombreux parents et enseignants. Apparemment les expériences des parents avec les classes multiâges étaient tellement négatives qu'ils se sont de plus en plus souvent prononcés en faveur des classes d'élèves de la même tranche d'âge.

Le fait d'isoler les élèves suite au Plan d'études 21 pour les forcer à apprendre de manière individuelle avec l'aide d'un «accompagnateur» provoque des effets négatifs sur l'égalité des chances: «Les élèves qui en souffrent le plus sont les élèves faibles. Les bons élèves font rapidement des progrès, les faibles continuent à s'affaiblir. L'écart se creuse.» (*Ralph Fehlmann*, professeur de didactique spécialisée à l'Université de Zurich, *Beobachter* 4/2015). Le système à succès de l'enseignement suisse ne doit pas être détruit subrepticement sans consultation du peuple!

Peter Aebersold, Zurich

Lino et les chiffres

par Anne Flachsmann

hd. L'institutrice expérimentée Anne Flachsmann décrit la manière dont on peut aider un enfant, grâce au savoir et à l'empathie, à sortir d'une situation scolaire difficile et en donne l'illustration par ses cours de mathématiques. Il faut savoir qu'Anne Flachsmann, outre sa riche expérience d'institutrice, grâce à laquelle elle connaît exactement les différentes étapes d'apprentissage d'un enfant, dispose de connaissances solides dans le domaine des questions pédagogiques-psychologiques. Ainsi elle peut discerner la personnalité de Lino et l'initier de manière précise et adéquate dans son apprentissage.

La connaissance exacte de l'enseignant sur l'ordre des étapes méthodiques à suivre, selon la psychologie du développement et l'âge, permet à tous les enfants d'une classe ayant le même âge d'atteindre les objectifs définis.

La manière de travailler d'Anne Flachsmann relève d'un haut niveau qui, il y a encore quelques années, constituait la norme, pour la formation des enseignants et leur pratique dans les cantons suisses. Cependant celle-ci est malheureusement remplacée par une autre formation et des nouvelles méthodes d'enseignement, exigées dans le Plan d'études 21 [«Lehrplan 21»]. Ce plan d'études pour les cantons suisses-allemands ignore les connaissances fondamentales de la psychologie du développement du XX^e siècle et retourne dans sa didactique à l'époque précédant Comenius.

Il faut absolument stopper ce plan d'études dans les divers cantons et corriger les graves développements erronés des 20 dernières années. Nos enfants doivent continuer à bénéficier d'un enseignement avec toute la classe et avec des enseignants comme Anne Flachsmann. On peut y parvenir sans problème avec les connaissances pédagogiques disponibles actuellement.

Lorsque j'ai fait la connaissance de Lino, il était déjà entré en 2^e classe primaire. On m'a dit qu'il était très mauvais en mathématiques et que pour faire des bêtises, il était toujours de la partie. Ces deux remarques étaient justes mais très vite, j'ai réalisé que Lino était aussi sensible et très amusant.

J'aime enseigner les mathématiques. En 1^{re} classe, les élèves font des calculs jusqu'à 20. A la fin de l'année, ils passent aux calculs tels que $19+3$ ou $15-9$. Ces calculs contiennent le passage à la dizaine, très important pour la compréhension de la structure des mathématiques.

Dans les calculs de la 2^e classe, le passage à la dizaine est répété parce que compris dans la centaine ($59+3$ ou $85-9$).

J'ai commencé la première leçon avec cette classe en expliquant le contexte aux élèves.

Au tableau noir, je leur ai montré comment on résout un de ces calculs et j'ai exigé leur concentration sur chaque calcul: «Pour bien apprendre, faites tous les calculs en même temps que les autres. Vous résolvez ainsi 10 calculs et pas seulement le vôtre!»

Utiliser les avantages d'un enseignement avec la classe entière

Lorsque j'avais terminé le premier calcul, Lino a levé la main: «Je n'ai pas compris.» Sans aucun commentaire, j'ai montré à la classe encore deux autres calculs et j'ai réalisé que les enfants suivaient attentivement. Ensuite, chaque enfant a fait un calcul au tableau et ici le tour de rôle était au gré, toutefois pas la participation. Lorsque la moitié des 10 enfants avait passé leur tour, Lino leva à nouveau la main: «J'ai un peu compris.» Lorsque c'était son tour (il était le dernier), il a résolu le calcul avec mon aide. Son commentaire: «Je crois que j'ai presque compris maintenant.» Sa propre estimation était à nouveau juste. La classe est restée attentive et concentrée jusqu'à la fin.

J'ai un bon succès avec l'utilisation de cette méthode lors de l'apprentissage de nouveaux contenus. Les élèves peuvent suivre un processus de calcul plusieurs fois et ne lèvent la main que lorsqu'ils se sentent capables de résoudre le problème. Comme les enfants savent que chacun d'eux devra faire un calcul, en général ils réfléchissent tous. Ainsi, ils ne manquent pas d'exercice quand ils doivent travailler plus tard dans leur propre cahier. L'atmosphère est calme parce que tous les élèves avancent ensemble et ils peuvent apprendre l'un de l'autre.

A la fin de la leçon de mathématiques, Lino est venu me voir: «Sais-tu pourquoi j'aime les mathématiques avec toi? Tu expliques plusieurs fois et tu me donnes assez de temps.» Ceci a été le début de notre apprentissage en commun.

C'est vrai, Lino ne maîtrisait pas les bases de la 1^{re} classe et il a souvent échoué. Il se cramponnait à dieu sait quelles règles. «Ah», a-t-il expliqué par exemple, «tu dois toujours compter le dernier chiffre avec le



(photo fotolia)

premier.» Ainsi, il avait beaucoup de mal à suivre mes explications. J'illustrais mes pensées avec du matériel choisi et je faisais attention de ne pas le saturer avec différentes solutions possibles. Et j'acceptais qu'il ne puisse comprendre la plupart du temps qu'une petite partie de mes explications. Par contre, notre travail en commun était grandement facilité par sa disponibilité de toujours dire où il en était.

Impliquer les parents

Deux mois plus tard, j'ai fait connaissance de sa mère lors d'un entretien sur le bulletin. Je lui ai expliqué qu'en mathématiques, Lino avait un niveau à peine suffisant. Cependant, j'ai remarqué qu'il apportait, dans d'autres domaines, d'intéressantes idées témoignant d'une vive intelligence. Si dans les mathématiques, il ne suivait pas aisément, j'étais sûr qu'il y réussirait, car il en avait les capacités.

La mère a réalisé que je comprenais son fils et a réagi aussi spontanément et franchement que lui. Elle m'a raconté qu'enfant, elle aussi était très mauvaise en mathématiques et que son père n'avait montré aucune compréhension. Bien qu'elle ait aujourd'hui une fonction exigeante dans le domaine du social, elle a encore un grand respect pour les chiffres et travailler avec son fils la rend nerveuse. Je pouvais la comprendre et nous avons décidé d'un commun accord que ce serait préférable de demander à la grande sœur d'assumer cette tâche.

Au cours de cet entretien, j'ai réussi à former une alliance de travail avec la mère de Lino. Ainsi, le travail avec lui serait dorénavant une affaire commune.

Le lendemain, lorsque les enfants sont arrivés en classe, Lino a déclaré directement: «Lorsque ma mère est revenue à la maison hier, elle était très fière de moi.» Elle n'a bien sûr pas pu le féliciter pour sa note en mathématiques, toutefois grâce à notre entretien, elle lui a manifesté sa confiance.

Encourager les enfants

Après trois mois, nous avons entamé les tables de multiplication d'un à dix. J'ai espéré que Lino aurait une meilleure approche, le sujet étant entièrement indépendant des contenus non compris de la 1^{re} classe. Beaucoup d'élèves aiment les tables, car ils peuvent arriver à de bons résultats en apprenant par cœur.

Ce n'était cependant pas le cas pour Lino. La table de multiplication par deux ne semblait pas être un problème pour lui, car les étapes de deux étaient simples et connues. Cependant, quand je lui demandais le résultat de $2 \text{ fois } 2$, je n'obtenais pas de réponse. Il ne s'était apparemment pas encore décidé à réfléchir sérieusement avec les chiffres.

Sans me laisser impressionner, on a appris une table après l'autre. L'ensemble de la classe a développé au fur et à mesure un enthousiasme et a appris avec plaisir. Lino aussi, mais très lentement. Pendant certaines leçons, il ne faisait que deux calculs – il passait le reste du temps à bavarder, à traîner et à faire des bêtises.

Un jour, j'ai rendu un test de mathématiques à la classe. Tous se sont réjouis, car ils avaient de bonnes notes. Lino était le seul à avoir une note insuffisante. Il était là et observait d'un air sombre l'agitation gaie autour de lui. Il connaissait maintenant à peu près ses tables, mais il était beaucoup trop lent. Il me faisait pitié mais je ne l'ai pas consolé. La réalité était indiscutable.

Toutefois, il n'a jamais perdu son humour. Il était toujours convaincu par exemple que $6-6$ faisait 1. Je lui expliquais: «Ecoute, si tu as six oursins gélatifiés et que je te les prends tous, alors tu n'en as plus aucun!» Sur ce, il m'a jeté un coup d'œil et m'a répondu: «Je le dirais à ma mère!»

Lors du prochain test, il m'a déjà rendu sa feuille après 7 minutes. Cela n'était pas inhabituel, il avait cette habitude. Avec un regard lumineux, il m'a demandé: «Que penses-tu? Je viens pour te poser une question ou parce que j'ai terminé?» J'ai répondu: «Dans tes yeux, je vois que tu as fini.» «C'est ça!», a-t-il dit, «j'ai fini!» Il avait réalisé son rêve d'être pour une fois parmi les premiers. J'étais curieuse de connaître son résultat – et effectivement: tous les calculs étaient corrects!

Le lendemain, Lino ne pouvait à peine y croire. Toute la classe s'est réjouie avec lui! Apparemment, ses échecs l'avaient tellement agacé, qu'il avait décidé de progresser en mathématiques.

Après 7 mois, mon poste de remplacement était terminé et j'ai fait mes adieux à la classe. C'était le début des vacances d'été. La cohue dans la petite garde-robe était grande. Tous emballaient leurs affaires et bavardaient. Lino se tenait debout devant moi dans la mêlée: «M'interroges-tu sur la table par 6?» On l'avait apprise mais je ne l'avais pas encore contrôlée. Je l'ai interrogé en vitesse et pêle-mêle. Il a répondu à chaque fois rapidement et sans se tromper. De bonne humeur et satisfait, il a lui aussi pris congé.

Je regrette de ne plus pouvoir enseigner à Lino.

Son développement est le résultat d'une coopération entre Lino, sa mère et moi.

Lino avait, comme tous les enfants, le désir d'avoir du succès. De plus, il avait le don de se confier, d'être actif et d'apprendre volontiers des adultes.

J'avais déjà acquis beaucoup d'années d'expérience dans mon métier d'enseignante et j'avais, chose essentielle, l'assurance absolue que rien ne lui manquait pour comprendre les mathématiques. Je pouvais me mettre à sa place, car, comme enfant, j'avais également été mauvaise en mathématiques. Plus tard, lorsque j'ai voulu devenir institutrice, il n'y avait pas d'autres solutions que d'aborder le problème. Un ami et enseignant m'a accompagné et m'a enseigné à cette époque avec une grande sérénité et assurance. Il m'a transmis son enthousiasme pour les mathématiques. Je l'entends encore aujourd'hui s'enthousiasmer: «Aujourd'hui, nous commençons avec les probabilités. Anne, tu vas aimer ça!»

Aujourd'hui, je dispense cette atmosphère sûre et sereine pour mes élèves. A l'aide de peu de moyens didactiques – seulement avec de la craie, un tableau et beaucoup d'humour – j'initie les élèves à la réflexion mathématique.

La joie de pouvoir aider un élève comme Lino est la raison essentielle pour laquelle j'aime encore et toujours enseigner.

(Traduction Horizons et débats)

De belles randonnées vers des plantes spéciales

rt. Qui sait où et quand une certaine plante s'épanouit favorablement et en lieu sûr? Par exemple le *Myositis nain* en Engadine supérieure ou la *fleur-de-Jupiter* ou *œillet de Dieu* au val Poschiavo.

Le livre de randonnées intitulé «Blütenwanderungen in der Schweiz», nous guide le long du calendrier des floraisons dans 30 randonnées menant aux plus impressionnants emplacements des plus belles et plus spectaculaires fleurs de la Suisse. Le choix va des promenades faciles sur le Plateau et dans le Jura jusqu'à des tours difficiles en haute montagne. Les descriptions des randonnées sont enrichies par des informations très complètes sur les espaces vitaux, les spécialités, l'écologie et les dangers guettant les diverses variétés de plantes, le tout accompagné de photos de paysages et de fleurs en couleurs.

Voilà un guide de randonnées qui intéressera tous les amateurs de la nature et de la flore, autant les débutants que les connaisseurs.



Sabine Joss. Blütenwanderungen in der Schweiz. Die schönsten Streifzüge zu besonderen Pflanzen. AT Verlag. Baden München 2008. ISBN978-3-03800-319-9